

La revue parents

POUR L'ENFANT VERS L'HOMME

N°458/FÉVRIER 2025



L'éducation aux médias, l'affaire de tous !

DÉCRYPTAGE

Les fonds publics
dédiés au privé



fape

SANTÉ

Soutenir les élèves face
à un événement traumatique

Assurance scolaire

De la maternelle aux études supérieures

Qui accompagne ses élèves de A à Z ?



LA MAE EST TOUJOURS
À VOS CÔTÉS POUR
ASSURER VOTRE MISSION
AVEC SÉRÉNITÉ!

AVEC L'ASSURANCE SCOLAIRE MAE, VOS ÉLÈVES SONT PROTÉGÉS PLUTÔT DEUX FOIS QU'UNE !

Les enfants sont couverts pour les dommages qu'ils peuvent causer (**responsabilité civile**), mais aussi pour les dommages corporels dont ils peuvent être victimes ou s'ils se blessent seuls (**garantie individuelle accident**). En cas d'accident, c'est aussi une sécurité pour les enseignants dont la responsabilité peut parfois être engagée si des élèves ne sont pas bien assurés.

Adhésion sur mae.fr

Recommandée par la



Pour toute information, contactez la MAE au 02 32 83 60 00

SOMMAIRE

5 Instantanés
10 Nos coups de cœur

13
Dossier
*L'éducation
aux médias,*
l'affaire de tous

21
En pratique
ORIENTATION • Le pharmacien en milieu hospitalier
SANTÉ • Accompagner les élèves face à un événement traumatique
PSYCHO • Faut-il laisser les enfants gagner aux jeux de société ?
ÉDUCATION • Tâches domestiques : comment les enfants contribuent-ils ?

26
Décryptage
Les fonds publics dédiés au privé

28
Regards croisés
FRANK NEEL/CATHERINE ROSSIGNOL
Enseigner la liberté d'expression aujourd'hui

30
Initiative
France Parrainages recherche des familles solidaires

32
Nos actions

34
Portrait
Sébastien Yvinec

édito

Les réussites collectives sont les plus belles...

« Nous sommes des dizaines de milliers de parents engagés au sein de l'école publique, et les occasions de nous réjouir sont rares. Aussi, lorsque nous obtenons des avancées pour les enfants, il faut savoir prendre le temps de savourer ces réussites. Le programme EVARS – éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle –, tout juste publié et applicable dès la rentrée 2025, fait partie de ces réussites auxquelles nous avons largement contribué aux côtés de toute la communauté éducative. Après de longs mois marqués par des incertitudes, l'école est reconnue dans sa mission d'éducation, de prévention et de protection. Elle est confirmée dans sa capacité à être un puissant levier pour changer la société.

Le premier recul sur le choc des savoirs est le fruit de mobilisations partout en France. Notre fédération et ses militants y ont pris toute leur part pour refuser l'école du tri. Là encore, la communauté éducative a été unie. Cartes scolaires inacceptables, enseignants non remplacés, mixité sociale et scolaire, école inclusive, orientation...

Les défis restent nombreux, et chaque avancée obtenue nous rappelle que rien n'est jamais figé. Il ne faut jamais se résigner. Ensemble, nous



continuerons à porter haut et fort la voix des parents pour une école publique plus juste, plus inclusive et plus ambitieuse pour tous les enfants.

ABDELKRIM MESBAHI
Président de la FCPE

Revue de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) IO8, avenue Ledru-Rollin, 75544 Paris Cedex 12 • Tél. : 01 43 57 16 16
• www.fcpe.asso.fr
• fcpe@fcpe.asso.fr

RÉDACTION
Directeur de la publication et de la rédaction : Abdelkrim Mesbahi
• Responsable de la revue : Laurence Guillermou • Rédactrice en chef : Alexandra Defresne •

Conception graphique : **CITIZENPRESS**
Rédactrices : Michèle Foin, Émilie Gilmer, Anne-Flore Hervé, Marianne Peyri.
• Infographie : David Lory •
Dessin p.34 : Bénédicte Govaert
• Crédits photos : iStock.

PUBLICITÉ
Mistral Média, 22 rue Lafayette 75009 Paris •
Tél. : 01 40 02 99 00 • mistralmedia.fr • Directeur général : Luc Leherécy.

IMPRESSION
Direct impression •
26 bis Boulevard de Beaubourg -
32, ZA Paris Est
77184 Émerainville.
Conformément à la loi n° 78 17 du 6 janvier 1978 informatique et libertés, chaque adhérent, abonné, assuré, dispose du droit d'information, de rectification et d'accès auprès de la FCPE.

Restons connectés !



Rendez-vous sur le site fcpe.asso.fr pour s'abonner gratuitement à la Revue des Parents.

Suivez-nous sur



fcpenationale



fcpe.nationale



fcpenationale

Des questions ?
Écrivez-nous



fcpe@fcpe.asso.fr

Pages spéciales départementales :
14 ; 45.



Agir pour la prévention à l'école avec la MAE

Numéro 1 de l'assurance scolaire et acteur de référence au service de l'éducation, la MAE propose gratuitement des outils pédagogiques et des actions de prévention dans les classes, et contribue ainsi à mieux protéger les élèves. Une expertise unique, reconnue et agréée par le ministère de l'Éducation nationale.

- ACCIDENTS DE LA VIE COURANTE ET GESTES DE PREMIERS SECOURS
- SENSIBILISATION AUX ÉCRANS
- VIOLENCE ENTRE PAIRS
- SÉCURITÉ SUR LES CHEMINS DE L'ÉCOLE
- ÉDUCATION À LA SANTÉ

Retrouvez nos contenus
prévention ENSEIGNANTS sur

mae.fr



L'expertise de la MAE au service de la prévention

AP PREV 07-24 - Fédération MAE SOLIDARITÉ, association à but non lucratif régie par la loi de 1901, sise 14 rue Moncey - 75009 Paris - Crédit photo : MAE

AGRÉÉE PAR LE MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE


MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Instantanés

Une sélection d'infos pour vous accompagner

HANDICAP

Le respect des droits des enfants loin d'être acquis

Vingt ans après la promulgation de la loi pour l'égalité des droits et des chances, où en est-on de la scolarisation des enfants en situation de handicap ? Derrière le slogan de l'école inclusive, quelles réalités vivent les élèves et leurs parents ? Encore aujourd'hui, on estime à 23%, la proportion d'enfants en situation de handicap qui n'ont « aucune heure de scolarisation » par semaine, selon l'indicateur de l'Unapei. La FCPE a dénoncé dans ses vingt mesures pour l'école de demain, le parcours du combattant auquel sont confrontées les familles et met tout en œuvre pour les accompagner. À venir : un numéro de *la Revue des parents* dédié.

fcpe.asso.fr/actualite



NOUVELLE MESURE

Le brevet, transformé en “petit bac”

Deux semaines après la rentrée, le ministère de l'Éducation nationale avait finalement acté, lundi 16 septembre 2024, l'abandon du projet de rendre le brevet obligatoire pour passer en seconde et d'en modifier les conditions d'obtention dès la session de juin 2025. Ce projet de réforme, qui avait suscité l'opposition unanime des organisations syndicales et de la FCPE, est de retour sur le devant de la scène. Les textes, qui devraient entrer en vigueur en 2026, ont été présentés au Conseil supérieur de l'éducation du 30 janvier, et déplaisent, sur le fond, à l'ensemble de ses membres.

Une pression de plus sur les élèves

Les modalités d'obtention du brevet donnent plus de poids aux épreuves finales (60%) qu'au contrôle continu (40%), dessinant un brevet calqué sur le modèle du baccalauréat. Quant au barème du contrôle continu, il n'est plus fondé sur la maîtrise du socle commun

de connaissances, de compétences et de culture, mais sur les moyennes obtenues tout au long de l'année.

D'autre part, le diplôme national du brevet sera désormais évalué sur le seul programme de la classe de 3^e et non plus sur le programme du cycle 4 : c'est ainsi une remise en cause de la logique des cycles. « Après le lycée et sa réforme toujours non évaluée, le collège va devenir le lieu de forte pression avec un système éducatif en manque de moyens pour accompagner les élèves fragiles et des enseignants trop souvent non remplacés... L'école du tri cherche à s'imposer par tous les moyens », estime la FCPE. Autre ombre au tableau, l'expérimentation de la classe de prépa seconde qui perdure une année supplémentaire. La classe des recalés, c'est non !

BUDGET

INACCEPTABLE

À ce jour, l'enseignement agricole public est toujours menacé par les suppressions de postes, soit vingt postes en moins au sein des lycées agricoles publics, sans compter la baisse des dotations.

Lors du Conseil national de l'enseignement agricole (CNEA) du 28 janvier 2025, la FCPE a fait part de ses nombreuses inquiétudes.



À LIRE notre déclaration au CSE du 30 janvier 2025 : fcpe.asso.fr/communiqués-presse



On en parle !

1. PARACÉTAMOL

Intox ! Contrairement à ce que de nombreux médias ont relayé, le « Paracétamol challenge » qui circulerait entre ados n'existe pas. Aucune vidéo de ce prétendu défi morbide, qui consisterait à engloutir un maximum de comprimés, n'a été recensée sur TikTok. Ouf...

2. BLUESKY

Le 10 février, la FCPE a quitté le réseau social X (anciennement Twitter). La mise en valeur sur X de contenus violents, racistes, sexistes, homophobes, ainsi que la promotion des forces politiques d'extrême droite, est dangereuse pour notre démocratie. Rejoignez-nous sur BlueSky. Notre pseudo : [fcpenationale](#).

IL EST L'HEURE
POUR NOUS
DE QUITTER X

REJOIGNEZ-NOUS
SUR BLUESKY



3. STAGES

Obligatoire pour l'ensemble des 560 000 élèves de seconde, le stage d'observation aura lieu du 16 au 27 juin 2025. Depuis le 21 janvier, la plateforme [lélèvestage](#) est ouverte aux employeurs pour qu'ils déposent leurs offres. À partir du 13 février 2025, elle ouvrira ses fonctionnalités aux élèves et à leurs familles.



PASS CULTURE

UN PREMIER RECUL !

La plateforme pour réserver le Pass culture collectif « va rouvrir dans les prochains jours » et tous les projets culturels engagés « seront financés », a assuré Élisabeth Borne mardi 4 février 2025 devant l'Assemblée nationale. Une volte-face intervenue à la suite de la fronde menée par la communauté éducative. « Une décision unilatérale, subite et incompréhensible qui pénalise directement l'accès à la culture

pour des milliers de jeunes, [a dénoncé la FCPE](#). La culture est un vecteur fondamental d'émancipation et de cohésion sociale. Priver les jeunes de cet accès, surtout dans un contexte où les inégalités se creusent, serait une régression inacceptable. » Espérons que la cause soit entendue, car Élisabeth Borne a confié une mission d'évaluation du dispositif à l'inspection générale de son ministère.

ENSEIGNEMENTS

Groupes de besoin : rien n'est fini

Le Premier ministre François Bayrou a confirmé le 27 janvier qu'il renonçait aux 4 000 suppressions de postes de professeurs prévues dans le projet de loi de finances 2025, élaboré par le gouvernement Barnier. Réjouissons-nous car du côté de la réforme du « choc des savoirs », acte II, les bonnes nouvelles ne sont pas au rendez-vous. Alors que le Conseil d'État a retenu le motif de l'incompétence du ministère de l'Éducation nationale à instaurer des groupes de besoin par un simple arrêté, les membres du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) ont dû se prononcer le 30 janvier sur un projet de décret, puis d'un arrêté qui prévoit l'organisation de groupes de besoin en 6^e et 5^e à la rentrée 2025. Les deux textes ont reçu un avis défavorable, mais rappelons que les votes ne sont que consultatifs...



EN SAVOIR PLUS :

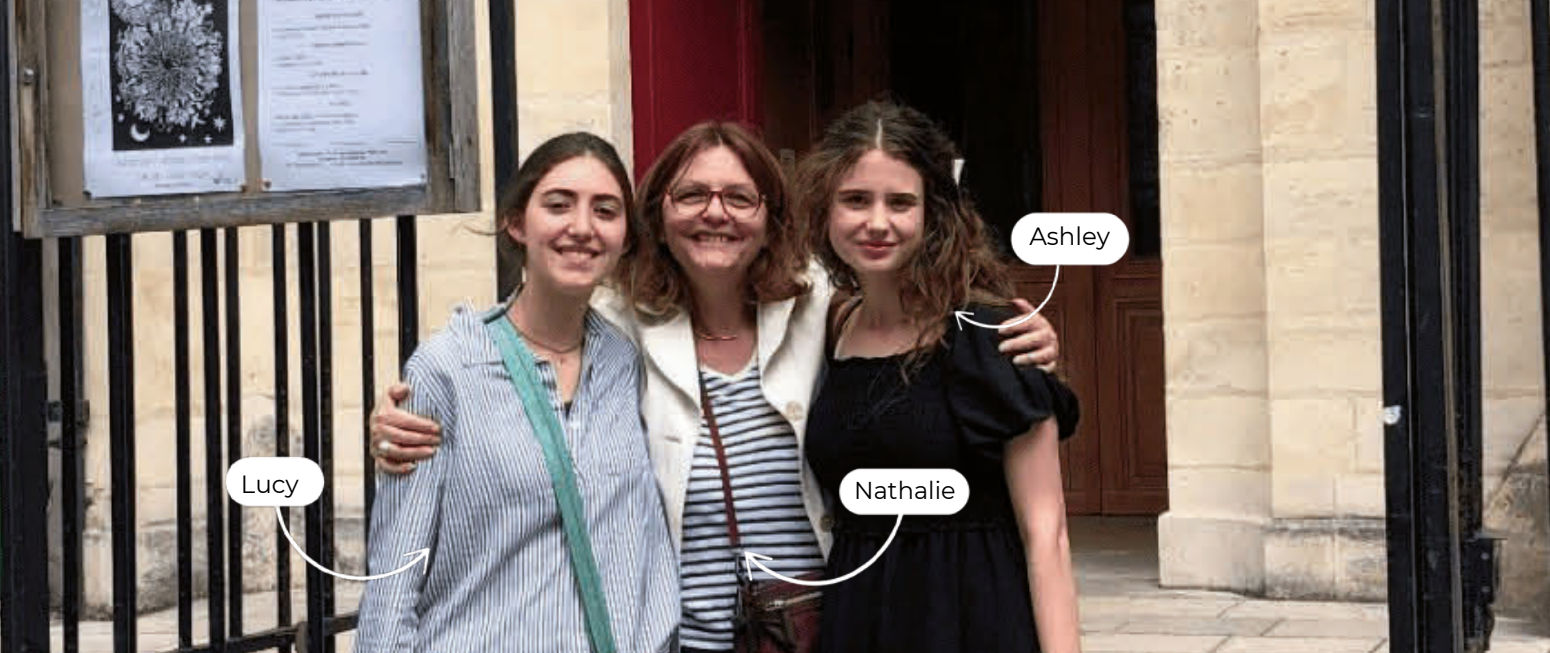
Internet Retrouvez en ligne la décision du Conseil d'État en date du 28 novembre 2024 : [conseil-etat.fr](#).



44%

À CAUSE

de la mise en place des groupes en français et maths, dans 38 à 44% des établissements, des dédoublements ont été supprimés, en langues vivantes, et en sciences expérimentales. (Source : [enquête Snes](#), novembre 2024)



ACCUEILLENZ UN LYCÉEN AMÉRICAIN

QU'EST-CE QUE CIEE ?

- ❑ Un organisme d'échanges interculturels
- ❑ Proposant des programmes scolaires et universitaires
- ❑ Situé à Gare de Lyon, Paris 12ème

QUI ACCUEILLENZ-VOUS ?

- ❑ Des lycéens américains âgés de 14 à 17 ans
- ❑ En cours le matin
- ❑ En excursions l'après-midi et une partie des weekends

SUR QUELLE(S) PERIODE(S) ?

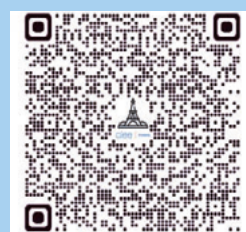
- ❑ du dimanche 08 juin au samedi 05 juillet 2025
et/ou
- ❑ du dimanche 06 juillet au vendredi 1er août 2025

QU'EST-CE QUE VOUS Y GAGNEZ ?

- ❑ Des échanges interculturels enrichissants
- ❑ Une ouverture vers l'international
- ❑ Des souvenirs mémorables

INFOS PRATIQUES

- ❑ Résidence à moins d'1 heure de la Gare de Lyon en transports en commun
- ❑ Défraiement prévu pour couvrir l'hébergement et les repas
- ❑ Accompagnement CIEE au quotidien et ligne d'urgence 24h/24



Prochaines portes ouvertes :
jeudi 13 février et vendredi 7 mars
de 9h à 15h

POUR + D'INFOS



www.cieeparis.org/famille-daccueil



parisstudentlife@ciee.org



CIEE Paris - Familles d'accueil



[Cieeparisfamillesdaccueil](https://www.instagram.com/Cieeparisfamillesdaccueil)



L'IA et nous, quel futur ensemble ?



#8MARS

DE MÈRES EN FILLES

À l'occasion de la Journée des droits des femmes le 8 mars, Solar publie un recueil de 10 textes écrits par 10 auteures reconnues – Camille Abey, Sophie Astrabie, Ovidie... –, qui interrogent la transmission féministe à la lumière de leur propre héritage et émancipation. Des récits percutants, alors que la révolution #MeToo déconstruit et réinvente nos modèles.

Éd. Solar, 18,90 €.

APPEL

Pour un grand ministère de l'enfance

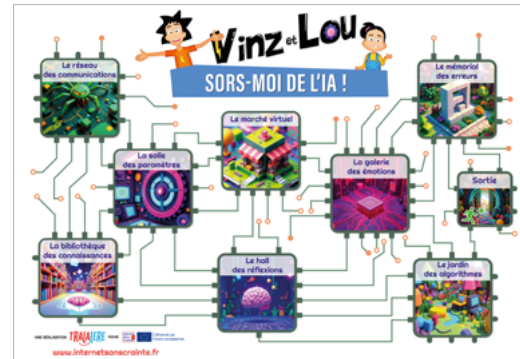
« Plus de 3 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté, soit 1 enfant sur 5, au moins 2 000 d'entre eux vivent à la rue et 40 000 dans des hébergements d'urgence, des milliers d'enfants restent non scolarisés (dont près de 30 % des enfants en situation de handicap), [...] 1,6 million d'enfants et d'adolescents souffrent de troubles psychiques et des milliers de mineurs isolés restent sans protection. » La réponse politique n'est pas à la hauteur de la crise, alertent, dans une tribune *au Monde* le 11 février, une centaine d'organisations du secteur, dont la FCPE, qui rappellent que 3 000 mesures de protection ordonnées par les magistrats pour des enfants en danger ne sont pas exécutées faute de moyens.

+ EN SAVOIR PLUS : [Internet lemond.fr/idees/](http://Internet.lemonde.fr/idees/)

Décrypter les biais de l'intelligence artificielle en aidant les jeunes à comprendre la logique des algorithmes et donc à développer une pensée critique ; apprendre à protéger ses données ; leur permettre d'en saisir toutes les opportunités ; surveiller l'impact sur la santé mentale des mineurs... La 22^e édition du Safer Internet Day, dont la FCPE est partenaire, a été lancée le mardi 11 février 2025 et se déroule tout au long des mois de février et mars. Organisée en France par Internet sans crainte, elle a pour thème « L'IA et nous, quel futur ensemble ? », et rejoint ainsi la dynamique portée par le Conseil de l'Europe pour l'année de l'éducation à la citoyenneté numérique. Concrètement, côté enseignants, quatre nouveaux parcours numériques clés en main ont été créés pour que les équipes pédagogiques puissent organiser des ateliers de sensibilisation sur l'IA de la primaire au lycée.

Un escape game gratuit à télécharger

Côté familles, à l'occasion d'un webinaire dédié, dont le [replay](#) est déjà disponible, quelques experts ont répondu aux interrogations des parents. Côté jeunes, un [escape game](#) Vinz et Lou, « Sors-moi de l'IA », a été imaginé sous la forme d'un jeu de plateau, gratuit et téléchargeable, accessible dès 8 ans. Un [concours](#) d'af-



fiches, ouvert jusqu'au 29 mars, invite également les élèves à réfléchir sur le rôle de l'IA dans la société. Enfin, Internet sans crainte s'est associé à l'Observatoire de l'IA de l'Université Paris I pour organiser le 12 mars, une conférence inédite à la Sorbonne à destination des collégiens et lycéens, intitulée « Deepfakes : apprendre à détecter le vrai du faux ». En effet, ces images et vidéos manipulées par l'IA, omniprésentes sur les réseaux sociaux, participent à la désinformation et à la sextorsion numérique, et sont une atteinte à la vie privée. Ce temps d'échanges vise à donner des clés aux élèves pour qu'ils se protègent de ces risques. Un enjeu fort porté par la FCPE dans [ses vingt mesures](#) pour l'école de demain.

+ EN SAVOIR PLUS : [Internet internetsanscrainte.fr/sid](http://Internet.internetsanscrainte.fr/sid)



60

VOIX "POUR"

Un travail exemplaire a été réalisé en CSE, avec 135 amendements déposés par les organisations réunies.

EVARS

Programme voté et publié !

Après plus de 10 heures de débat, le [programme d'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité](#) de la maternelle à la terminale a été adopté à l'unanimité jeudi 30 janvier 2025 au Conseil supérieur de l'éducation. [Dans un communiqué](#), la FCPE a salué cette avancée « essentielle » car « la mise en œuvre de ce programme permettra d'informer, de prévenir et de construire une autre société. Il libérera la parole là où le cadre familial ne permet pas toujours aux enfants d'oser poser les questions qui les préoccupent pour des raisons intimes ou culturelles. » Le texte a été publié [au BO](#) du 6 février 2025. Il entrera en vigueur à la rentrée 2025.

Il n'y a pas que le poisson en avril,
il y a **Pâques***



Jusqu'à 30%
DE BÉNÉFICES POUR VOTRE ASSO

Financez vos projets avec une vente groupée de chocolats de Pâques

Inscription à l'action gratuite et sans engagement

sur initiatives-chocolats.fr ou au 02 43 14 30 00

*Le 20 avril 2025



Nos coups de cœur

Expos sympas, films à voir, bouquins à lire, sites à visiter...
des idées **pour toute la famille** !



SCIENCES

CHIENS ET CHATS

Immisez-vous dans la peau de vos animaux de compagnie préférés, avant d'explorer la manière dont ils ont investi nos sociétés. Expo-événement, « Chiens et chats » fait son grand retour à partir du 18 février à la Cité des sciences à Paris, après une première présentation en 2015 et un tour du monde. Un toilettage au poil pour vous offrir une expérience de visite inédite !

Internet cite-sciences.fr



SÉRIE VIDÉO

PUISSANCES NOIRES

La Mauresse de Moret, que beaucoup pensent être une fille cachée de Louis XIV ; la pionnière du féminisme anticolonial, Paulette Nardal ; la sage-femme Aoua Keïta... Découvrez, à travers la voix de l'actrice Aïssa Maïga, le destin extraordinaire de quatre femmes noires oubliées qui ont changé l'histoire de France dans une série vidéo produite par *le Monde*.



[instagram.com/lemondefr/](https://www.instagram.com/lemondefr/)

NORMANDIE

L'hiver au musée

Traversez le temps et les collections du musée en compagnie d'une ouvrière du textile à la Fabrique des savoirs à Elbeuf-sur-Seine ; modeler la flèche de la cathédrale avec un plasticien au musée des Beaux-Arts de Rouen... La Métropole Rouen Normandie, qui explore en 2025 le thème de la reconstruction, a concocté dans ses musées un super programme pour les enfants jusqu'en juin.

Internet

musees-rouen-normandie.fr



© D.R.

ÉVÉNEMENT

LE PETIT GRAND FESTIVAL

Marionnettes, sieste cosmique, chœur d'enfants et ciné-concerts... Les 29 et 30 mars 2025, la Philharmonie de Paris organise la 2^e édition d'un festival de musique dédié aux enfants dès 3 ans. Des ateliers seront aussi proposés pour jouer avec sa voix ou découvrir des instruments dans des styles très différents.

Internet

philharmoniedeparis.fr

CINÉMA

Château rouge

La réalisatrice Hélène Milano nous offre un plongeon dans une classe de 3^e d'un collège de la Goutte d'Or à Paris, au moment des choix d'orientation. Elle dresse le portrait d'adolescents en pleine réflexion sur leur avenir et révèle le poids des déterminismes sociaux dans leurs décisions.

Dans les salles depuis le 22 janvier 2025.

L'attachement

CINÉMA

Un matin, un couple d'amoureux doit vite partir à la maternité. Mais que faire du grand frère, Elliott, 6 ans ? Cécile et Alex le confient à leur voisine de palier, Sandra, une libraire quinquagénaire, restée célibataire par conviction. Mais la naissance de Lucille ne se passe pas comme prévu... La réalisatrice Carine Tardieu adapte

ici à l'écran le roman d'Alice Ferney, *L'intimité*, et aborde plusieurs thèmes récurrents dans son œuvre : la figure de la mère, le deuil, les liens qui se tissent autour d'un enfant... Un film subtil qui frappe dans le mille, notamment grâce au jeu puissant de Valeria Bruni-Tedeschi et de Pio Marmaï. Durée : 1h45. Sortie le 19 février 2025.



RECUEIL



Embrasse-moi

« Il n'y a pas cinq ou six merveilles dans le monde, mais une seule : l'amour. » À l'occasion du Printemps des poètes, qui aura lieu du 14 au 31 mars 2025, faites découvrir aux enfants dès 8 ans, vingt poèmes d'amour de Jacques Prévert auxquels Ronan Badel donne vie.

Folio Cadet, 6,90 €, à paraître le 6 mars.

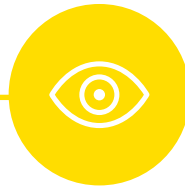


CINÉMA

LA VIE EN GROS

Ben adore manger. Juste après la rentrée scolaire, au cours d'une visite médicale l'infirmière scolaire l'informe qu'il souffre d'obésité. Comment faire pour plaire à Claire alors que les autres enfants se moquent de lui ? Ben se décide à suivre un régime. Mais rien ne va se passer comme prévu. Un film d'animation stop motion très réussi !

+ À l'affiche le 12 février 2025.



@ Alexandra Defresne

#TEXTILE

Mode, art contemporain ou théâtre... les fils, fibres et matières textiles inspirent les artistes, qui les métamorphosent pour réaliser des œuvres de nature très variée. Et c'est éblouissant !

EXPOSITION

THE SOUL TREMBLES

« Les fils s'entremêlent, s'entrelacent, se cassent, se défont. D'une certaine façon, ils symbolisent mon état mental vis-à-vis de la complexité des relations humaines. » Née à Osaka en 1972 et résidant à Berlin, Chiharu Shiota est mondialement reconnue. Ses installations monumentales ont envahi le Grand Palais à Paris. Un voyage onirique torturé mais majestueux.

Jusqu'au 19 mars 2025 : grandpalais.fr



@ Alexandra Defresne

THÉÂTRE

LACRIMA

Une maison de haute couture à Paris reçoit une commande exceptionnelle. Elle s'associe avec les dernières dentellières d'Alençon et un atelier de broderie de Mumbai pour créer une prestigieuse robe de mariée. Un spectacle magistral de Caroline Guiela Nguyen qui met en lumière le travail, la violence et le poids du secret.

Représentations à Lyon, du 13 au 21 fév. ; puis Rennes, du 26 au 28 fév. 2025.



@ Jean-Louis Fernandez

RÉTROSPECTIVE

OLGA DE AMARAL

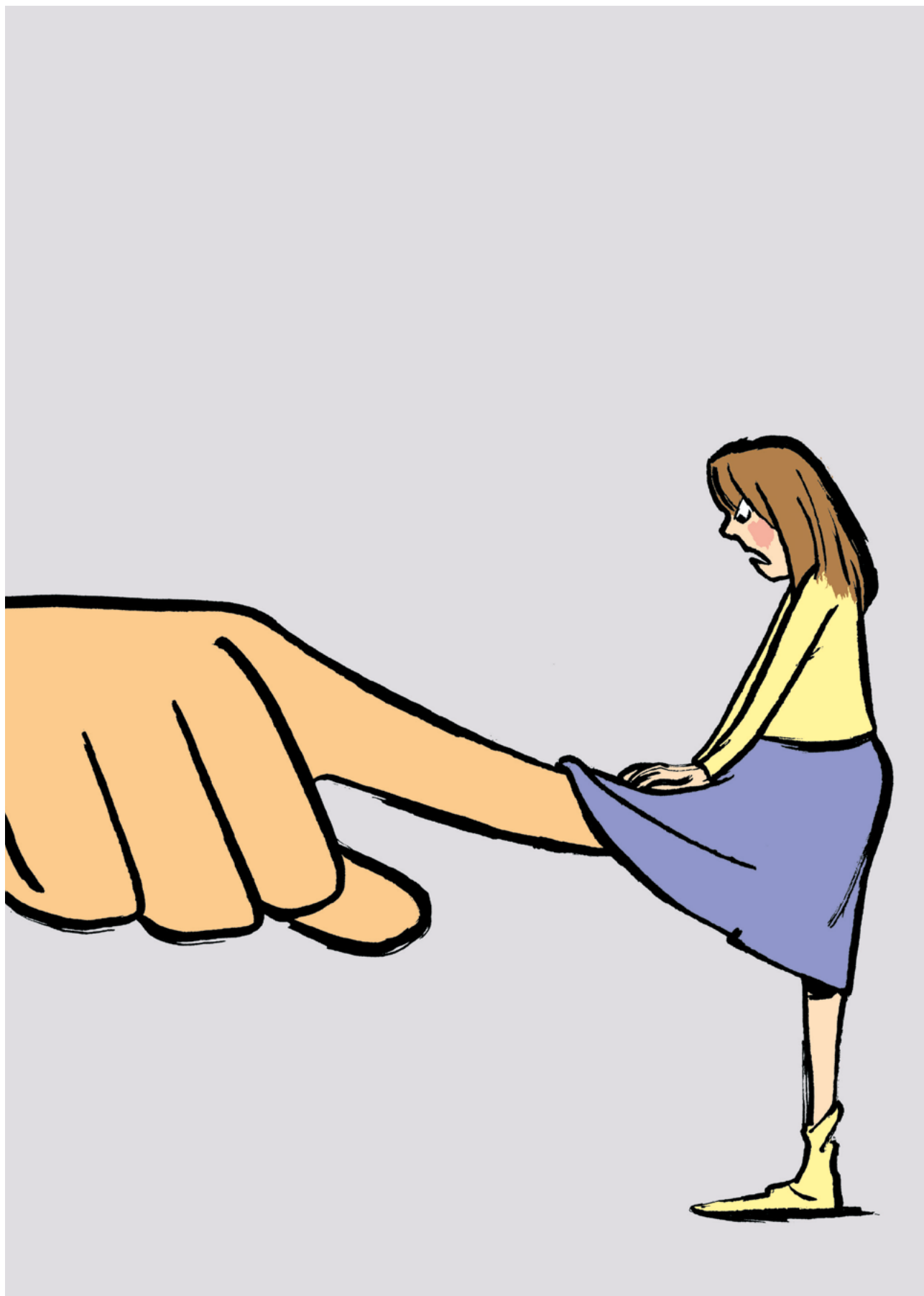
Depuis les années 1960, l'artiste colombienne Olga de Amaral a multiplié les expériences sur les matières (lin, coton, crin de cheval, gesso, feuille d'or ou palladium) pour créer d'immenses œuvres tridimensionnelles. La Fondation Cartier pour l'art contemporain à Paris présente près de 80 œuvres de cette figure incontournable du Fiber Art. À ne pas manquer !

Jusqu'au 16 mars 2025 : fondationcartier.com



@ Alexandra Defresne

#STOPINCESTE





3 BONNES RAISONS

DE LIRE CE DOSSIER !

1. La lutte contre les infox est un enjeu citoyen
2. Agiles sur les réseaux, les enfants ont tout de même besoin d'être guidés
3. De nombreuses ressources disponibles à découvrir en famille

L'éducation aux médias, l'affaire de tous !

Avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et des tentatives d'ingérence dans la vie démocratique de certains pays, le règne des fake news est relancé. L'éducation aux médias et à l'information (EMI), **seul rempart efficace** contre la désinformation, devient alors une impérieuse nécessité. Aussi bien à l'école qu'à la maison.

Texte :
ÉMILIE GILMER



Leur donner des clés de décryptage

Qu'est-ce que l'éducation aux médias et à l'information (EMI) ?

La société connaît depuis plusieurs années une accélération du flux de l'information et une diversification sans précédent des canaux d'information. Or, si les sources fiables et sérieuses sont nombreuses, les sources de « désinformation » se sont elles aussi multipliées et perfectionnées, notamment à travers les réseaux sociaux. « Aujourd'hui le système informationnel est dérégulé, avec des « médias » parfois très partisans, voire radicaux, précise Isabelle Féroc Dumez, enseignante-chercheuse en sciences de l'information et de la communication. N'importe qui peut publier n'importe quoi en ligne, et les systèmes de modération sont très faillibles. » Dans ce contexte, seule l'éducation aux médias et à l'information (EMI) constitue un rempart efficace. « Le but de l'EMI est de former des citoyens éclairés, capables de se repérer dans ce système informationnel, c'est-à-dire de chercher, de recevoir, de produire et de diffuser une information de façon éthique et responsable », explique Mathilde Currias, la coordinatrice académique du Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI) pour l'académie de Toulouse. L'enjeu n'est pas mince : il est démocratique. Car comment exercer librement son esprit critique sans être correctement informé ?

Comment cette éducation est-elle dispensée à l'école ?

« Il n'y a pas de matière EMI à proprement parler, mais on retrouve cet enseignement de manière transversale dans l'ensemble des programmes et des disciplines, tout au long de la scolarité (du CP au lycée), explique Mathilde Currias. Car en effet, il y a eu ces dernières années une prise de conscience de son importance et elle fait désormais partie des missions des enseignants. » Une circulaire datant du 24 janvier 2022 prévoit notamment qu'un référent EMI soit nommé dans chaque académie, afin de soutenir cet enseignement au sein des établissements, notamment en

#1

Vérifier la fiabilité de la source*.

*avec un outil de fact-checking :
Hoaxbuster, Factual, Decodex, Checknews...



Internet
Sans
Crainte

« Il faut cesser de juger systématiquement des contenus que l'on considère inintéressants, voire stupides, avec notre regard d'adulte, car cela tend à rompre le dialogue avec les ados. »

—
ISABELLE FÉROC DUMEZ, ENSEIGNANTE-CHERCHEUSE EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION



LES RÉSEAUX SOCIAUX

sont devenus la première source d'information des jeunes, utilisés quotidiennement par 70 % d'entre eux.

(Source : Charte pour l'éducation à la culture et à la citoyenneté numérique et son guide, novembre 2024)

impulsant des projets : création de médias scolaires, participation à la Semaine de la presse¹, etc. « Cet enseignement s'articule autour de quatre grandes facettes, souligne l'experte. Trouver une information et l'exploiter de manière raisonnée, se repérer d'un média à l'autre, maîtriser les outils (l'intelligence artificielle par exemple) et connaître ses droits et ses devoirs dans l'espace numérique. »

Quels sont les principaux réflexes à acquérir pour faire face à la désinformation ?

• **Savoir identifier une source.** « Le premier enjeu de l'EMI (et peut-être le plus important) est d'apprendre à identifier la source de l'information, son sérieux, son expertise sur le sujet traité, sa fiabilité », estime Isabelle Féroc Dumez. Cela suppose de se demander qui parle et pourquoi. Est-ce un journaliste, un influenceur, un leader d'opinion ? Énonce-t-il un fait ou une croyance/une opinion ?

• **Exercer son esprit critique.** « Il faut apprendre à calibrer son niveau de confiance et croiser les sources face à une info qui peut paraître bizarre, étonnante, indique l'experte. Et surtout ne pas la partager immédiatement sans prendre le temps d'y regarder de plus près. » Les créations générées par l'IA sont très répandues et appellent, par exemple, une vigilance accrue.

• **Être en capacité de dire stop.** « Savoir prendre du recul quand les informations atteignent le bien-être mental est déterminant, précise Isabelle Féroc Dumez. Un autre réflexe à acquérir est d'en parler avec son entourage quand un contenu a choqué, quand les images rendent triste ou désabusé. Car il est capital de contrer la fatigue informationnelle et les traumatismes d'images, facteurs de mal-être voire de dépression. »

Quel est le rôle des parents ?

Il est crucial, disent les experts. « Cette éducation doit reposer sur une coopération entre l'école et la sphère familiale, d'autant plus que chez les moins de 14 ans, la famille demeure la source principale d'information, note Mathilde Currias. Ce qui est compliqué, c'est que les parents d'aujourd'hui constituent la première génération à éduquer leurs enfants dans un monde massivement connecté, alors qu'ils n'ont pas toujours eux-mêmes un usage raisonné des réseaux sociaux et des outils numériques. C'est pourquoi la première chose à faire en tant que parent est une introspection de ses propres pratiques dans l'espace numérique. » Car comment tenter de réguler la consommation de ses enfants si l'on est soi-même connecté en permanence ou leur demander d'aiguiser leur esprit critique si l'on relaie soi-même des infos non vérifiées ?

Comment outiller ses enfants ?

« Le plus important est d'instaurer un dialogue autour de cette question, note Mathilde Currias. L'idée est de sortir d'une posture uniquement défensive pour échanger avec son enfant de manière constructive. » Comment ? En s'intéressant à ce qu'il fait sur Internet afin de créer un climat de confiance. « Il faut cesser de juger systématiquement des pratiques/contenus que l'on considère inintéressants, voire stupides, avec notre regard d'adulte, car cela tend à rompre ce dialogue qui est essentiel pour accompagner les ados, ajoute Isabelle Féroc Dumez. On peut les questionner : "Tiens, je ne connais pas, j'ai entendu parler de ça, tu connais ? Ça m'intéresse, montre-moi..." On peut aussi tenter de susciter un regard plus distancié : "Toi, tu penses que c'est vrai ?", "Tu sais qui a publié ça ?".

« Ce qui est compliqué, c'est que les parents d'aujourd'hui constituent la première génération à éduquer leurs enfants dans un monde massivement connecté. »

—
MATHILDE CURRIAS, COORDINATRICE DU CLEMI POUR L'ACADÉMIE DE TOULOUSE

Ou encore : "Tu crois que ça mérite d'être partagé, que c'est important, que ça ne blessera personne ?" »

Comment surveiller leurs usages sans être intrusif ?

« Il faut aussi accepter que l'ado ait son jardin secret, qu'il ne puisse pas tout raconter de sa vie à ses parents : il a besoin de se construire avec un minimum d'autonomie, remarque Isabelle Féroc Dumez. Le tout est de le rassurer : "Je suis là si tu veux qu'on en parle, je me soucie de toi, je veux que tu te sentes bien et je veux t'aider si tu en as besoin/envie". Je recommande aussi de lui dire qu'il n'est pas normal de recevoir des discours de haine, que certaines personnes agissent mal sur les réseaux et qu'il existe des moyens² pour qu'elles cessent de nuire. » Là encore, l'enfant saura qu'il peut se tourner vers ses parents s'il est exposé à des contenus malveillants. Attention, en outre, de ne pas déléguer « ce travail » aux applis de contrôle parental, qui restreignent le temps passé ou l'accès à certains contenus. « Ce sont des outils intéressants mais ce n'est pas la solution, note Mathilde Currias. Rien ne peut remplacer le dialogue avec son enfant, seul moyen pour qu'il intègre progressivement des compétences informationnelles et qu'il régule lui-même ses usages. »

(1) La FCPE offre 4000 exemplaires de la Revue des parents à la Semaine de la presse à l'école. Cette année, la 36^e édition aura lieu du 24 au 29 mars 2025.

(2) En les signalant sur Pharos, notamment, portail officiel de signalement des contenus illicites.



Les parents sont le premier rempart contre les fake news pour 3 ados sur 4, puisque 73 % des 13-17 ans déclarent se tourner prioritairement vers leurs parents pour faire valider une information. À l'inverse, ils ne sont que 42 % à faire confiance à l'information qu'ils trouvent sur les réseaux sociaux. (Source : enquête réalisée par Milan Presse avec YouTube et l'institut CSA auprès des jeunes âgés de 13 à 17 ans.)

L'AVIS DE LA FCPE

FORMER DES CITOYENS ÉCLAIRÉS

Ce sujet nous touche au quotidien avec nos ados. Aussi bien à la maison qu'à l'école, ils ont accès en temps réel à des informations multiples, une jungle informationnelle, plus ou moins crédible, plus ou moins sérieuse. Aujourd'hui, il est extrêmement utile et vital pour la société d'avoir un recul tout particulier sur Internet et les réseaux sociaux. Les jeunes ont

besoin d'être accompagnés pour apprendre à décoder et comprendre. Affûter son regard critique est indispensable pour pouvoir exprimer son point de vue citoyen. En février 2024, la FCPE a demandé un renforcement de l'EMI parmi ses 20 mesures pour l'école de demain. À chaque parent aussi de guider ses enfants dans ses usages numériques.



EN SAVOIR PLUS :

Webinaire À revoir en replay : le webinaire organisé par la FCPE et le CLEMI le 28 novembre 2024, intitulé « Ados et fake news : aider son enfant à décrypter l'information » sur fcpe.asso.fr.





Sur le terrain...

Aider les parents à comprendre et accompagner

Le réseau Info Jeunes France⁽¹⁾ lance une initiative inédite : « Paroles d'ados, regards de pros », qui combine la création de six podcasts sur les défis du numérique (dont la lutte contre l'intox) et l'organisation de cafés des parents dans toute la France à partir de septembre 2025. Objectif : rétablir un dialogue intergénérationnel serein autour des écrans, ni anxigène ni culpabilisant.

“ **C**omment sais-tu si une information est fiable ? », demande l'intervieweur. « Par la source, si c'est une source en laquelle j'ai confiance, par exemple si c'est HugoDécrypte, j'ai tendance à avoir confiance [...] Mais si je la vois sur Twitter, je m'en méfie... » « Comment te protèges-tu des fake news ? » Réponse encore : « Il y a des trucs qui paraissent aberrants, parfois je me dis ok, ils ont balancé une info, mais je n'y prête pas attention, je ne la retiens pas comme une vraie info... » Ces paroles extraites du podcast “Info/Fake news” sont le point de départ d'un échange nourri et instructif avec une experte : ici, Virginie Sassoon, directrice adjointe du CLEMI. L'occasion de mieux comprendre les pratiques informationnelles des jeunes, en battant en brèche quelques clichés : non, les jeunes ne sont pas aussi crédules qu'on le croit, et non, ce ne sont pas eux les plus grands pourvoyeurs de fake news (ce “titre” est détenu

par les plus 65 ans...). Pour autant, ce podcast est là pour le rappeler : la nouvelle jeune génération reste particulièrement vulnérable aux fausses informations du fait d'une présence massive dans l'espace numérique.

Des parents en demande de conseils

Info Jeunes France a donc pris le taureau par les cornes avec un projet clair : aider les parents à donner des repères à leurs enfants pour déjouer les pièges de l'intox. Cinq autres podcasts⁽²⁾ ont par ailleurs été produits autour des défis du numérique – le cyberharcèlement, les données personnelles, les jeux vidéo, la sexualité en ligne, les réseaux sociaux – de façon à répondre à une inquiétude croissante des parents. Selon Ipsos média⁽³⁾, 53% d'entre eux se sentent insuffisamment accompagnés dans l'éducation numérique de leurs enfants, un chiffre qui a progressé de sept points par rapport à 2021... « Il y a en effet une angoisse récurrente, observe Stefan Cardaire, chargé d'animation opération-



L'ÉCLAIRAGE D'ISABELLE FÉROC DUMEZ, ENSEIGNANTE- CHERCHEURE EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

« Les jeunes s'informent, mais pas de la même manière que les adultes »

« On pense à tort que les ados ne s'informent pas. Ils s'informent et aiment l'info, mais souvent pas le même type d'info que celle que nous cherchons, nous, adultes éducateurs (parents, enseignants). Ils s'arrêtent sur de l'info moins « sérieuse », en lien avec leurs goûts et leurs passions (musique, sport, jeux vidéo, mode/maquillage), et parfois plus « sensationnelle/émotionnelle » qui crée du lien social entre pairs, qui génère du buzz, de la viralité, c'est de l'info « sociale » en fait. Ils sont connectés au monde, surtout via les réseaux sociaux, ils y regardent essentiellement des vidéos courtes, sur les médias qui s'adressent à eux (Brut, HugoDécrypte, Dormir Au Courant, notamment). Mais ils sont toujours en contact avec les médias traditionnels (TV, sites web de médias), notamment par leur entourage qui reste pour eux une source d'info importante, comme le montrent plusieurs enquêtes récentes. »



nelle du réseau Info Jeunes France. Quand un parent pousse la porte de nos lieux d'accueil – 1100 structures d'information jeunesse liées par le label Information jeunesse accordé par l'État – l'usage des écrans n'est pas la première question posée, ils viennent plutôt parler logement, orientation ou accès aux droits. Mais bien souvent, au fil de la conversation, cette préoccupation se fait jour et les questions sont nombreuses ; la gestion du temps d'écran, les contenus, l'influence des réseaux... »

« Le numérique, c'est aussi très positif ! »

« Le but n'est pas d'alimenter les craintes en parlant des "dangers d'Internet", précise Stefan Cardaire, mais bien d'outiller les parents pour apprendre aux jeunes à réguler leurs usages ». « Rappeler, par exemple, que l'ouverture d'un compte nécessite de protéger son identité numérique et ses données (utiliser un pseudo, actionner les paramètres de confidentialité), etc. », souligne Vanessa Vander-

haeghen, déléguée nationale des partenariats. Des clés, des infos, des conseils, mais pas de discours anxiogène donc, car l'idée est aussi d'affirmer que lorsqu'on sait l'utiliser, le numérique a beaucoup d'avantages. « Il faut aussi dire que c'est une chance, indique Stefan Cardaire. Ces pratiques permettent aux jeunes de développer leurs compétences psycho-sociales et d'entretenir des liens avec leurs amis, tout en faisant naître des vocations. Certes, il ne faut pas être naïf, mais diaboliser le numérique est un non-sens. L'objectif est de s'y intéresser, amorcer un dialogue constructif avec les jeunes autour de ce sujet, afin de mieux les accompagner... »

(1) Il regroupe 18 centres régionaux d'information jeunesse (CRIJ), 2500 professionnels et 1100 structures labellisées, pour accueillir, conseiller, accompagner et orienter tous les jeunes de 11 à 30 ans, à chaque étape de leur parcours de vie. infojeunesfrance.org

(2) Sur les plateformes d'écoute Spotify, Deezer, Amazon music.

(3) « Parents, Enfants & Numérique », étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique, réalisée par Ipsos média via un questionnaire en ligne, du 8 au 16 février 2024.



83 %

DES 13-17 ANS

considèrent qu'il est important d'être informé.

Pour autant, leur intérêt pour l'information est très centré sur le divertissement.

80% d'entre eux jugent que l'information sur les jeux vidéo, les séries, le cinéma est la plus importante, loin devant l'actualité nationale et locale. Le format qu'ils plébiscitent est celui de la vidéo : 84% la citent comme leur format favori pour s'informer.

(Source : *enquête* réalisée par Milan Presse avec YouTube et l'institut CSA auprès des jeunes âgés de 13 à 17 ans.)

“Quand j’ai une info sur la sortie d’un livre, je vais toujours vérifier à la source”

Le succès des bookstagrammeuses – ces influenceuses qui parlent de livres sur Internet – incarne la capacité des jeunes à se saisir des nouveaux outils médiatiques.

Un usage vertueux et formateur, qui permet d’acquérir savoir-faire et bons réflexes, comme en témoigne Loïse, 16 ans, 14 000 abonnés sur TikTok et 3000 sur Instagram.



Comment as-tu démarré sur les réseaux ?

Loïse : Depuis toute petite, j’adore lire. Cette passion m’a été transmise par ma mère car elle m’a toujours incitée à la lecture. Au fur et à mesure des années, j’ai trouvé mon style de lecture – la new romance – et comme je lisais beaucoup, j’ai commencé à faire des vidéos sur mes lectures pour les partager en privé sur Instagram avec deux ou trois copines qui lisaient beaucoup elles aussi. J’y faisais le résumé d’un livre et je donnais mon avis. Puis voyant comme j’étais passionnée, mes copines m’ont dit : « Lance-toi sur les réseaux ! » Ça a été un petit moment de bataille avec ma mère pour qu’elle accepte. Puis, je me suis finalement lancée sur TikTok il y a deux ans, et quelques temps après sur Instagram, sous le pseudo Books-Loïse.

Comment te protèges-tu ?

Loïse : Je me sens totalement à l’aise car je suis anonyme. Personne ne voit mon visage. C’est un contrat que j’ai passé avec ma mère : elle était d’accord à condition que je ne montre pas mon visage. Personne ne connaît mon identité. Personne ne sait où j’habite. Sur TikTok, je fais des « trends » (vidéos très courtes) avec des passages de livres que je trouve intéressants. Ça ne dépasse jamais une minute et je poste tous les jours. Sur Insta, je fais des photos du livre et je donne mon avis point par point, il peut être positif mais quand je n’aime pas, je le dis aussi. Je poste dès que j’ai terminé un roman. Je lis deux livres par semaine pendant les vacances et entre trois et cinq livres par mois durant les périodes scolaires. Les vidéos, je les fais quand j’ai fini mes devoirs, je trouve toujours le temps car c’est une véritable passion.

Qu’est-ce que cela t’apporte ?

Loïse : Ça me rend heureuse. Quand je lis, c’est comme si je m’évadais et quand un livre m’a fait ressentir des émotions, ça me fait plaisir de le partager avec d’autres en sachant qu’eux aussi pourront le ressentir. Du coup, je me tiens au courant de l’actua-

lité. Quand j’apprends la sortie d’un nouveau livre, ou d’une traduction, je vais directement sur le site de la maison d’édition ou de l’auteur pour savoir ce qu’il en est. Parfois aussi, j’appelle les maisons d’édition pour recevoir les ouvrages en service presse, comme je suis suivie sur les réseaux, ça les intéresse. Moi-même, je suis d’autres bookstagrammeuses avec lesquelles je suis devenue copine, c’est une passion qui crée des liens. Aujourd’hui, ma mère est rassurée et fière de ce que j’ai accompli, car elle voit que je suis mature et que je sais faire attention, je ne suis pas influençable. Ensuite, je suis une ado comme les autres, un peu accrochée à son téléphone. Mais l’avantage, c’est que si on me le retire, j’ai la lecture...

LES RÉSEAUX SOCIAUX FONT LIRE LES ADOS...

Dans son rapport 2024⁽¹⁾, le Centre national du livre révèle que 33 % des lecteurs loisirs de 7-19 ans (et plus de la moitié des 16-19 ans) choisissent un livre après en avoir entendu parler sur Internet. On y apprend aussi que 10 % des jeunes ont déjà eu envie de lire un livre grâce à une personnalité suivie sur les réseaux sociaux.

(1) « Les jeunes Français et la lecture », Ipsos.



Des ressources pour renforcer son esprit critique

• Comprendre les ressorts de la désinformation

La fabrique du mensonge, sur France 5, explore les mécanismes de la désinformation. Le documentaire « TikTok, l'ombre chinoise » se penche, par exemple, sur cette plateforme ultra-puissante, soupçonnée d'influencer les opinions publiques. Plus récemment, le film « Éducation à la sexualité, l'école sous pression » analyse la campagne mensongère menée par des figures religieuses, des personnalités de la sphère complotiste et des rumeurs, dans le but d'exercer des pressions et de faire régner un climat de tension dans les écoles.

• Apprendre à « fact-checker »

L'AFP Factual, Les Décodeurs du Monde, Check news de Libération, Les Observateurs de France 24, Conspiracy Watch (l'observatoire du conspirationnisme)... Tous ces outils de fact-checking permettent de contrer l'intox. Certaines ressources s'adressent spécifiquement aux ados. C'est le cas de la chaîne

YouTube, « Info ou mythos ? », lancée par Milan presse.

• Faire évoluer ses pratiques en famille

Protéger ses enfants des images violentes, maîtriser le temps d'écran en famille, apprendre à s'informer... La série « La Famille Tout-Écran », créée par le CLEMI et diffusée sur France Télévisions et le web, s'est développée sur quatre saisons de dix épisodes.

• Prendre du recul

Gilles Vernet, instituteur depuis quinze ans, a accompagné sa classe de CM2, tout au long d'une année, dans une réflexion sur la place des écrans dans notre vie. « Et si on levait les yeux ? Une classe face aux écrans » est un film émouvant et joyeux, où les enfants sont un miroir de notre ambivalence face à la société numérique et nous invitent à trouver des solutions (etsionlevaitlesyeux.com).

QUEL EST LE RÔLE DES PROFESSEURS DOCUMENTALISTES DANS L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET À L'INFORMATION ?

« Ces enseignants de collège et lycée sont le plus souvent les mieux formés sur les questions d'éducation aux médias et à l'information, indique Isabelle Féroc Dumez. Ils peuvent travailler avec leurs collègues des autres disciplines scolaires, notamment en impulsant des projets : participer à la Semaine de la presse et des médias dans l'école, accompagner la création de médias scolaires permettant aux adolescents de s'exprimer avec leurs mots et leurs images sur l'info qui leur tient à cœur de partager (journaux scolaires, webradios). »

IDÉALEMENT, À QUEL ÂGE CETTE ÉDUCATION DOIT-ELLE DÉMARRER ?

« Le plus tôt possible, estime Isabelle Féroc Dumez. On peut commencer dès la maternelle avec des choses simples. Distinguer des images : photographies réelles et images fabriquées. Définir ce qu'est une information et ce qui n'en est pas (une rumeur, une blague) et la fiabilité de celui qui donne l'info (les études montrent que les jeunes enfants sont capables de repérer l'expertise de leur interlocuteur). » Une éducation nécessairement précoce donc, tant l'usage des écrans commence tôt. D'après une enquête de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) de 2021, la première inscription sur un réseau social interviendrait en moyenne vers l'âge de 8 ans et demi, alors même que la loi l'interdit. Elle fixe en effet à 13 ans l'âge minimum pour ouvrir un compte sur les réseaux sociaux avec l'accord parental (et 15 ans de manière autonome).



Le Conseil de l'Europe a nommé 2025, Année européenne de l'éducation à la citoyenneté numérique. Objectif : promouvoir cette éducation dans tous les états membres et partager les bonnes pratiques.



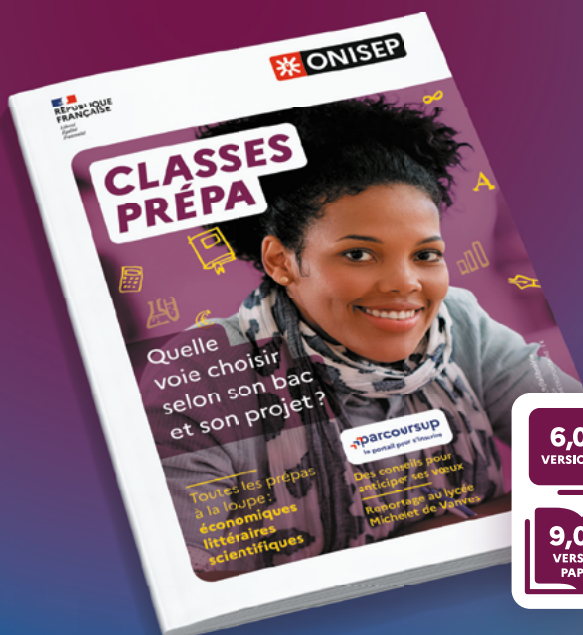
RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



Préparez **iparcoursup**

4 guides pour choisir et décider

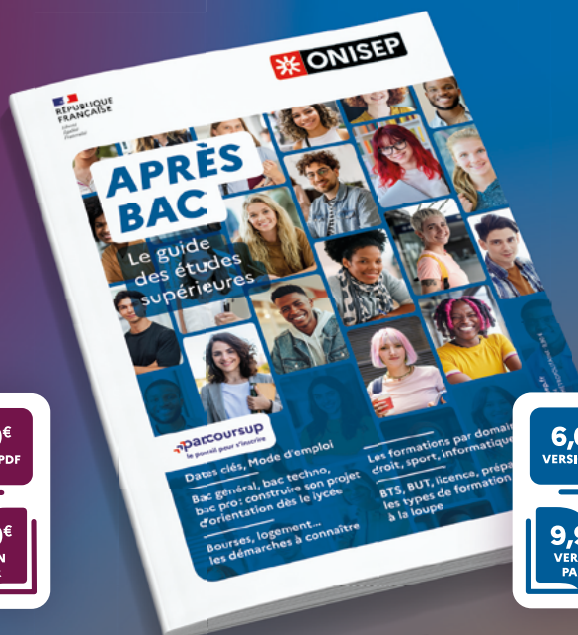


6,00€

VERSION PDF

9,00€

VERSION PAPIER



6,60€

VERSION PDF

9,90€

VERSION PAPIER



6,00€

VERSION PDF

9,00€

VERSION PAPIER



6,50€

VERSION PDF

9,70€

VERSION PAPIER



Disponibles sur
librairie.onisep.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux



© Gettyimages



DR.

Le pharmacien en milieu hospitalier

Environ 10% des pharmaciens travaillent dans des établissements de santé publics ou privés.

Une fonction peu connue, recherchée et polyvalente.

Texte : MARIANNE PEYRI

« **D**urant la pandémie du Covid, les gens ont découvert le rôle important des pharmaciens hospitaliers concernant l'approvisionnement en vaccins. Sinon, c'est vrai, ce métier est peu connu. À l'hôpital, les patients sont surtout au contact des aides-soignants, des infirmières, des médecins. La PUI, pharmacie à usage intérieur de l'hôpital, elle, est un lieu sanctuarisé non accessible au public », explique Maryse Camus-Piszez, pharmacien et praticien hospitalier depuis 2005, cheffe de service depuis 2013, chargée de la gestion de la pharmacie à usage intérieur du groupe hospitalier Sud Île-de-France.

Dans leurs locaux, les pharmaciens hospitaliers s'emploient à gérer et renouveler les stocks de médicaments comme les dispositifs médicaux stériles tels que compresses, sondes et cathéters. Ils évaluent les besoins, comparent la qualité et technicité, les coûts, passent des commandes. « Cela demande d'actualiser constamment ses connaissances sur les avancées thérapeutiques, les évolutions réglementaires et les protocoles de prise en charge des patients. Il faut rester curieux, témoigne Maryse Camus-

Piszez. C'est un métier intéressant par la polyvalence des tâches, tant théoriques que pratiques, à la croisée des sciences et du vivant. »

« On est là pour sécuriser »

Une de leurs multiples missions est ainsi l'analyse des ordonnances réalisées par les médecins. Ils s'assurent du respect des doses et de la réglementation, vérifient les interactions médicamenteuses et alertent si nécessaire. « On est là pour sécuriser, ce qui sous-tend des échanges et une interface humaine riche avec les patients et divers professionnels médicaux », commente la cheffe de service. Ce sont eux aussi qui préparent les piluliers des patients hospitalisés, dispensent des traitements spécifiques (VIH, sclérose en plaques) à des patients en ambulatoire, assurent la préparation des poches de chimiothérapie, stérilisent le matériel chirurgical ou gèrent des essais cliniques pour la recherche.

Si les études durent neuf ans¹, les salaires varient de 4500 € à plus de 9000 € en haut de l'échelle. « Il y a une obligation d'assurer des heures d'astreinte la nuit ou les week-ends, mais, le métier de pharmacien offre des débouchés multiples dans l'industrie



3 QUESTIONS À SE POSER

1.

Suis-je rigoureux ?

Afin d'assurer la sécurité du patient, ce métier nécessite de faire preuve de précision dans ses gestes, d'une grande rigueur dans les vérifications d'ordonnance. Il demande d'être consciencieux, respectueux des réglementations administratives et de la déontologie sur les droits des patients.

2.

Ai-je envie de travailler en équipe ?

Le pharmacien hospitalier travaille à l'interface entre les patients et les différents professionnels de santé. Il doit dialoguer avec chacun, expliquer, vulgariser les informations. Chargé d'encadrer des étudiants internes ou externes, il doit également faire preuve de pédagogie.

3.

Suis-je capable de m'adapter ?

Compte tenu des avancées en sciences, ce métier évolue vite et demande de s'adapter aux thérapies récentes, mais aussi aux nouvelles technologies telles que les robots stockeurs et l'intelligence artificielle qui fait évoluer les process.

ou les laboratoires de biologie médicale, et qui permet d'évoluer », conclut Maryse Camus-Piszez, aujourd'hui à la tête d'un budget de plusieurs millions d'euros, manager d'un personnel nombreux, et professeure associée à l'université Paris-Cité.

(1) Une seule voie possible : obtenir un DE, diplôme d'État de docteur en pharmacie et un DES (diplôme d'études spécialisées en pharmacie hospitalière), soit neuf ans d'études dont quatre sur le terrain en tant qu'interne rémunéré.



En savoir plus :

Site

• lesmetiersdelapharmacie.fr/l-hopital/

En pratique

Protocole

Accompagner les élèves face à un événement traumatique



Que prévoit l'école pour accueillir les questions et les émotions des élèves, notamment lors d'un décès brutal d'un des personnels ou de camarades ?

Texte : MARIANNE PEYRI

« **D**urant les vacances de Noël, la gardienne de l'école de mon fils est décédée brutalement. Elle connaissait tous les élèves par leur prénom, les côtoyait tous les jours. Elle était proche de tous », confie Julien Pamart, représentant FCPE en région parisienne. Face à cet événement traumatisant, la directrice de cette école a ainsi pris les devants, contactant les représentants des parents pour qu'ils puissent informer les familles via les groupes WhatsApp, « préparer les élèves » pour éviter qu'ils ne soient trop choqués à la rentrée, mais aussi préserver de trop de questions la famille de la gardienne qui habite dans l'école. « Certains parents ont ainsi pu échanger entre eux avant d'annoncer le décès à leurs enfants. La directrice a également fait, avec l'accord de la famille de la gardienne, un mot sur l'ENT, de sorte qu'aucun élève n'ignorait ce qui s'est passé ». Comme le veut la procédure en cas d'événements traumatiques, la direction de l'école en a, par ailleurs, informé le cabinet de l'inspection académique qui a dès lors décidé de la mise en place d'une cellule d'écoute.

À la rentrée, durant trois jours, des psychologues scolaires ont ainsi accueilli les élèves comme le personnel de l'école. « Cette cellule a été massivement utilisée et a été précieuse », reconnaît Julien Pamart, soulignant que lorsqu'un enfant s'y est rendu, les parents en ont été informés par mail. « La réponse apportée par l'institution a été réactive et à la hauteur de la gravité de l'événement. »

Maintenir un cadre rassurant

De fait, une procédure bien spécifique est prévue dans le cas d'événements traumatisants, tels que le décès brutal d'un adulte ou d'un élève, à la suite par exemple d'un accident de la route de car scolaire, comme celui survenu en Eure-et-Loir le 30 janvier 2025, d'attentats, de catastrophes naturelles...

Informée par la direction de l'école, la direction académique saisit une instance dédiée, le Centre de ressources-Gestion des situations traumatisantes de l'Éducation nationale constitué de professionnels pluridisciplinaires. En cas d'événements traumatiques à dimension collective et de

VERBALISER ET ALERTER

Que ce soit par les enseignants ou des cellules d'écoute, « accueillir l'expression de l'émotion des élèves » est préconisé par le ministère. L'enseignant peut ainsi inciter les élèves à verbaliser leurs émotions s'ils le souhaitent, en l'inscrivant dans un rituel de classe, par écrit ou par le dessin, sans insister, sur des temps brefs, et dans le respect des représentations culturelles et religieuses de chacun. Leur rôle est également d'expliquer les faits ou des termes entendus, couper court aux représentations erronées, rassurer et alerter s'il détecte des comportements inhabituels chez certains élèves tels qu'isolement, tristesse ou agressivité.

grande ampleur, une cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) peut être activée par le préfet ou le SAMU. Ce sont ces deux pôles qui décident des actions d'accompagnement à mettre en place pour réduire les effets négatifs du traumatisme. Les parents d'élèves sont, eux, informés par voie officielle, tant des faits que des mesures de soutien. La FCPE insiste d'ailleurs pour que les parents, choqués eux aussi, puissent être reçus par le CUMP. Dans tous les cas, le ministère demande de garantir aux élèves les repères habituels en maintenant l'encadrement éducatif et les réflexes professionnels et par là même, un cadre rassurant. Selon un retour d'expérience, l'école ne doit pas se transformer en lieu thérapeutique ou de recueillement pour éviter de majorer les répercussions psycho-traumatiques.

Lien utile

Livre

• *L'école face au traumatisme et à la violence, Évaluer et intervenir*, d'Hélène Romano et Thierry Beaudet, éd. La Pensée Sauvage, 23 €.

En pratique



Au quotidien

Faut-il laisser les enfants gagner aux jeux de société ?

Pour éviter des pleurs, de la déception ou de la colère, on peut être tenté de les laisser gagner. À tort.

Texte : MARIANNE PEYRI

Mince alors, on voulait passer « un bon moment en famille » et la partie de jeu de société s'est terminée dans les cris et les pleurs. Il serait si tentant, la prochaine fois, de lui « offrir la victoire ». Il faut tenir bon, répondent les psychologues. C'est jouer qui doit procurer du plaisir, et non la victoire. Père de deux garçons de 11 et 14 ans, Nicolas Maxime, passionné de jeux, l'a bien compris : « Jouer, pour moi, ce n'est pas une corvée ». Au fil des ans, il a passé, avec plaisir, de longues heures à jouer avec ses fils et exploré un beau panel de jeux. « C'est plein de vertus, cela leur apprend à respecter les règles, à réfléchir par eux-mêmes, à leur faire prendre des microdécisions, mais aussi cela apprend à perdre. Je ne suis pas pour les laisser gagner. C'est une qualité que de savoir accepter la défaite, tout au long de sa vie, que ce soit à l'école, dans un sport, lors d'un recrutement... C'est sûr, c'est plus difficile quand ils sont plus jeunes d'accepter de perdre, mais petit à petit, cette acceptabilité évolue et devient conscientisée. »

L'une des clés pour que la pilule de la

défaite passe est tout d'abord de ne pas les surestimer en leur proposant des jeux trop difficiles pour leur âge, ce qui peut engendrer résignation, abandon ou refus de rejouer par la suite. Ce serait dommage tant les jeux permettent de développer leur capacité de concentration, la mémoire, mais aussi l'esprit logique.

Développer d'autres stratégies pour réussir

En tant que parent, on peut aussi donner l'exemple, perdre avec le sourire. « Quand ils voient ça, les enfants savent dès lors que ce n'est pas grave de perdre, même si ce n'est pas très agréable, ajoute Nicolas Maxime. Il ne faut pas, non plus, trop fanfaronner quand on gagne. Moi, je trouve ça bien de débriefer après le jeu, d'expliquer pourquoi telle stratégie a marché et pas une autre, cela permet à celui qui a perdu de ne pas se sentir écrasé et se dire, "la prochaine fois, j'y arriverai". Apprendre à perdre permet d'apprendre aussi l'envie de gagner, de s'améliorer et de développer d'autres stratégies pour réussir. »



AVIS D'EXPERT



CHARLOTTE DOCUS,
psychologue

« Il ne faut pas être dans l'évitement émotionnel ni dans l'évitement des conflits. Si les émotions sont systématiquement évitées ou supprimées, l'enfant n'apprend jamais à les contrôler. Le fait de perdre de temps en temps lui apprend ainsi à tolérer l'erreur et la frustration. S'il n'y est jamais confronté, il ne saura pas les gérer. Faire exprès de perdre est donc une mauvaise idée. Si on demande à l'enfant d'être honnête, il faut aussi l'être nous-même. Cela ne l'aide pas non plus à prendre confiance en soi. Certains enfants se disent qu'ils sont nuls et que c'est pour ça que les parents les laissent gagner. Pour ne pas les décourager, il est important de choisir des jeux adaptés à leur âge. On peut proposer des jeux d'imagination, d'imitation ou coopératifs avant de passer à des jeux de société à partir de 6-7 ans. Il est bien aussi d'adapter les règles selon les différents âges des joueurs pour que tout le monde ait des chances égales de gagner : tant de points ou de temps en plus pour les plus jeunes ou un malus pour l'adulte. Il est bien aussi que l'adulte choisisse des jeux qui l'amuse. Si l'adulte ne joue que « pour faire plaisir », il va vite être frustré et cela ne sera pas très qualitatif au niveau relationnel. »

En pratique



En savoir plus

Podcast

- Le boom des jeux de société, France inter, Le téléphone sonne, octobre 2024.

radiofrance.fr



Tâches domestiques : comment les enfants contribuent-ils ?

Ils mettent la table, s'occupent des animaux, rangent leur chambre...
À 10 ans, une majorité d'enfants affirme participer aux tâches domestiques.
Déjà, les filles en font plus que les garçons. Excepté sortir les poubelles.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

« **J**e range ma chambre, je ramasse le linge propre et je mets parfois la table. » Du haut de ses 8 ans, Maïa liste les tâches domestiques qu'elle prend progressivement en charge à la maison. « Je trouve ça assez normal, mais je n'aime pas trop ranger ma chambre », poursuit-elle. Dans cette famille de cadres avec deux enfants qui habitent en région parisienne, même la petite sœur de Maïa veut prendre sa part et elle le fait avec enthousiasme... « Pour l'instant », tempère sa mère.

Une participation nuancée

La participation des enfants aux tâches domestiques a été pour la première fois mesurée dans l'enquête Elfe¹. « Comme c'est la première, on ne peut pas comparer, ni analyser d'évolution », admet Anne Solaz, directrice de recherche à l'Institut national d'études démographiques et co-autrice. Mais l'enquête montre qu'une majorité d'enfants de 10 ans déclare participer régulièrement ou occasionnellement aux tâches domestiques. Avec des nuances selon les tâches, le sexe, la typologie de la famille et le milieu social.

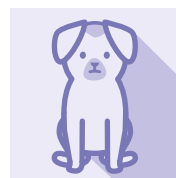
De quoi nourrir de nombreuses discussions parentales...

Ils mettent tous la table !

Neuf enfants interrogés sur dix mettent la table et s'occupent des animaux occasionnellement, et une forte proportion tous les jours. « Dès qu'ils ont été en âge de le faire, je leur ai demandé de mettre et de débarrasser la table, confirme Marie qui élève seule ses deux garçons âgés de 17 et 9 ans. Aujourd'hui, mon second met automatiquement la table et s'occupe de la gamelle du chat. Mon aîné vide le lave-vaisselle et nettoie la caisse du chat. » Ranger sa chambre particulière, ou commune quand elle est partagée avec des frères ou sœurs, est aussi une tâche que réalisent neuf enfants sur dix. « Mon fils est ordonné. Il aime que sa chambre soit rangée alors qu'avec ma fille, c'est plus aléatoire... », observe Julie, mère d'un garçon de 12 ans et d'une fille de 9 ans.

La poubelle a moins la cote

En tout, sept tâches ont été « mesurées ». « Elles correspondent aux plus courantes observées



72%

DES FAMILLES
interrogées dans
l'enquête ont un
animal.
(Source : Ined)

—

En pratique



ILS ONT DIT

autour de nous », précise Anne Solaz. Quatre sont davantage occasionnelles, car seuls 10 % des enfants interrogés y participent chaque semaine. Plus de six enfants sur dix aident leurs parents à faire le ménage et la cuisine, la moitié à plier ou étendre le linge et quatre sur dix à sortir la poubelle. « Mes filles adorent m'aider à la cuisine et sont demandeuses, illustre Hélène qui élève seule ses deux filles de 6 et 8 ans. Régulièrement, elles épluchent les légumes. »

Les garçons en font moins...

Les filles sont plus nombreuses à s'occuper des animaux, à ranger leur chambre, aider pour le linge et la cuisine. En plus, elles le font plus souvent. « Mais les différences sont moins marquées chez les enfants que chez les adultes », tempère Anne Solaz. Les écarts vont-ils se creuser à l'adolescence ? À 10 ans, en tout cas, ces différences entre filles et garçons reflètent en partie le partage du travail domestique dans le couple parental. « Elles sont plus marquées quand les mères en font plus », ajoute Anne Solaz. Ce n'est pas le cas chez Gwendoline, mère d'un garçon de 13 ans et d'une fille de 8 ans : « Je m'occupe de la maison toute la semaine puisque mon mari est en déplacement. Mais pas question que mon fils en fasse moins que ma fille. Il range le linge depuis longtemps. Hier, il a passé la serpillière. »

Modèle parental ou sociétal ?

Et lorsque les pères s'impliquent plus que les mères, les garçons en font-ils plus ? « Non, ce sont les enfants qui en font moins, répond Anne Solaz. Les rôles sexués dépassent le modèle parental. Ils se réfèrent à un modèle que véhicule la société dès le plus jeune âge, notamment avec les jeux sexués. » L'intérieur pour les filles et l'extérieur pour les garçons... Ces derniers se révèlent d'ailleurs meilleurs que les filles pour sortir la poubelle, que ce soit régulièrement ou de temps en temps. « C'est vrai que c'est une des tâches que fait automatiquement mon aîné », admet Marie. Quand ce n'est pas le fils, c'est le père, rarement la mère. « Mes filles commencent à descendre les poubelles. Elles l'exécutent comme une mission », nuance Hélène, maman solo avec deux filles

L'influence des milieux sociaux

Les filles dont le père est agriculteur ou ouvrier participent à un plus grand nombre de tâches, tandis que les filles de cadre aident moins souvent au ménage, à l'entretien du linge et à la gestion des déchets. « Les familles de cadres font souvent appel à une aide-ménagère, ce qui *de facto* limite les tâches et les enfants participent moins », commente Anne Solaz.

Il est urgent d'éduquer à l'égalité filles-garçons au cœur même de la famille, en se questionnant sur les tâches confiées à nos enfants.

—
L'AVIS DE LA FCPE

Plus de corvées, plus de participation

« Les enfants uniques en font moins, mais il y a moins de tâches à prendre en charge », pointe Anne Solaz. Mécaniquement, plus les familles sont nombreuses, plus les tâches le sont aussi, et plus des règles sont instaurées. Avec deux filles de 11 et 7 ans, la famille de Marianne ne rentre pas dans la catégorie « famille nombreuse ». Ce qui ne l'empêche pas d'être très organisée sur « le tour de rôle ». « Nous avons mis en place un tableau sur le frigo pour que nos filles sachent les tâches qu'elles ont à effectuer dans la semaine en fonction de leurs activités. Nous avons fait en sorte qu'il soit équilibré. Celle qui a moins la table à mettre, a plus de linge à ranger. »

Des tâches encouragées ou rétribuées ?

« J'ai commencé à donner de l'argent de poche assez tôt mais des toutes petites sommes, explique Marie. À l'adolescence, il était plus important mais conditionné à la tenue de leur chambre. » Gwendoline a une fois rétribué son fils pour avoir tondu la pelouse. « Mais je ne le referai plus, commente-t-elle. Ce n'est pas un travail. » Selon l'enquête, un tiers des parents rétribuent des services plus « occasionnels » qui sont davantage assurés par des garçons. Ils sont donc plus nombreux à recevoir une rétribution. À 10 ans, les garçons gagnent davantage que les filles ? « Ça nous a interpellés et ça mérite d'être creusé davantage », conclut Anne Solaz.

(1) 7 361 enfants âgés de 10 ans entre janvier et septembre 2022.



150

CHERCHEURS
de nombreuses disciplines scientifiques participent à l'Étude longitudinale française depuis l'enfance (Elfe). (Source : elfe-france.fr)

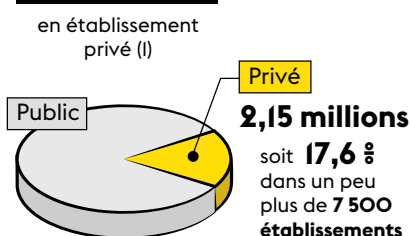
Décryptage

Les fonds publics dédiés au privé

Alors que les écoles publiques font face **à des réductions de moyens**, les établissements privés bénéficient de ressources publiques significatives.

Illustration : DAVID LORY

Nombre d'élèves



À noter

L'Association de parents d'élèves de l'enseignement libre, l'APEL, estime à seulement **15 %** le nombre de familles scolarisant leur enfant dans



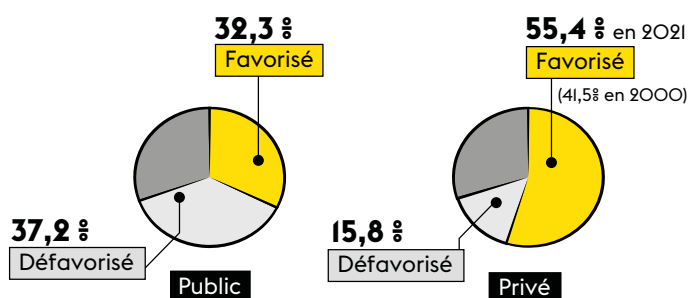
(1) Rapport de la Cour des comptes, juin 2023.

(2) Rapport de la mission d'information sur "le financement public de l'enseignement privé sous contrat", Assemblée nationale, 2 avril 2024.

(3) Source : Depp, Repères et références statistiques, édition 2024.

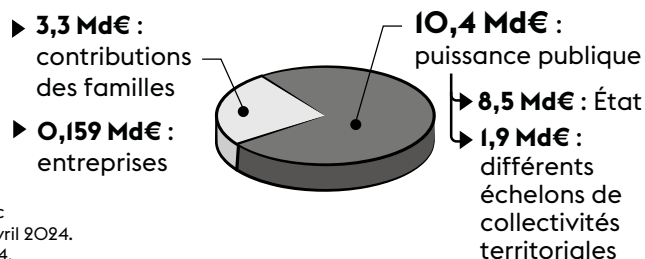
Type de public accueilli

Les collèges et lycées de l'enseignement privé sous contrat accueillent une majorité d'élèves issus de milieux favorisés ou très favorisés



Financement

75 % du financement des établissements privés sont pris en charge par la puissance publique (3)



L'AVIS DE LA FCPE

L'argent public doit être réservé à l'école publique. Cette revendication historique de la FCPE n'a pas toujours trouvé l'écho qu'elle aurait dû, mais aujourd'hui, face à l'appauvrissement structurel de l'école publique, la colère monte.

La question de l'équité du financement entre le public et le privé a été remise en lumière. D'abord, en raison d'un soutien affiché au privé en 2024 par les anciens ministres Amélie Oudéa-Castéra et Alexandre Portier. Puis, par la publication de deux rapports, faisant état de statistiques irrécusables. Même si les établissements privés sont

financés en proportion du nombre d'élèves accueillis, il est établi qu'ils ne font pas face aux mêmes contraintes que le public. Les contreparties auxquelles ils sont soumis ne sont plus suffisantes au regard du montant des aides accordées. Il n'est pas question de raviver la guerre scolaire, mais bel et bien de choix politiques. Il est urgent **« de mettre fin avec courage au séparatisme social »**, comme l'a écrit en 2023 la sociologue Fabienne Federini, et de garantir à tous l'accès à l'école publique, à une école publique de qualité, porteuse des valeurs républicaines et vecteur de cohésion sociale.



1

Il • elle défend les droits de tous les enfants de l'école.

2



Il • elle recueille l'avis des parents pour porter leur voix en conseil d'école, en conseil de classe ou en conseil d'administration.

3

Il • elle sait qui contacter au bon moment pour les petits et grands problèmes qui surviennent à l'école.



LES 5 ACTIONS CLES DU PARENT DELEGUE

fcpe

4



Il • elle est soutenu • e dans ses initiatives par un réseau national et il • elle peut impulser pétitions, manifestations quand cela est nécessaire.

5

Il • elle organise la solidarité pour favoriser la gratuité de l'éducation.



Regards croisés

Enseigner la liberté d'expression aujourd'hui

Dix ans après les attentats terroristes contre la rédaction de Charlie Hebdo, les enseignants abordent-ils le sujet différemment avec leurs élèves ?

Propos recueillis par MICHÈLE FOIN



FRANK NEEL
Enseignant

Professeur d'histoire-géographie et de français dans un lycée professionnel de Lyon, Franck Neel enseigne depuis vingt-trois ans.

“ Il y a, aujourd'hui, davantage de crispation sur le sujet de la caricature religieuse. Mais cela ne relève pas du repli communautaire. C'est une absence de références historiques. ”

FRANK NEEL

Les attentats de Charlie Hebdo ont-ils marqué un virage dans votre façon d'enseigner la liberté d'expression en classe ?

Frank Neel : Après 2015, je me suis posé la question de réutiliser les caricatures mises en cause, dans le cadre de l'enseignement morale et civique (EMC), mais je ne l'ai pas fait. Il m'est arrivé d'en reparler spécifiquement, mais pas en les montrant. J'ai pu utiliser d'autres caricatures sur une thématique d'actualité, et faire le lien avec *Charlie Hebdo*. Je ne m'estimais pas prêt à répondre aux arguments des élèves qui pensent que l'on n'a pas le droit d'insulter les religions. Le droit au blasphème est autorisé en France depuis longtemps, mais ils ont du mal à l'entendre. Je ne voulais pas provoquer un foisonnement de questions. Quelques élèves peuvent avoir un rejet viscéral de la critique de la religion. Il ne faut pas pour autant omettre le sujet, mais avec des supports moins crispants que des caricatures.

Catherine Rossignol : Après les attentats de *Charlie Hebdo*, j'ai insisté davantage en cours sur la liberté d'expression, sur le fait que le sacrilège n'était pas puni par la loi en France. Je me suis heurtée à l'incompréhension des élèves. « Se moquer de la religion des autres, ça ne se fait pas », me disaient-ils. Et pas seulement de la part des élèves musulmans. C'était vraiment générationnel. Cela m'a désemparée. J'ai eu l'impression qu'un fossé générationnel nous séparait, que nous n'étions plus sur les mêmes valeurs, celles des lois de la République. Un collègue m'a fait réaliser qu'il fallait sans doute attendre la 4^e pour évoquer ces sujets, pour leur laisser le temps de s'imprégner du contexte historique des religions en France, en leur montrant des caricatures anciennes. Effectivement, cela s'est beaucoup mieux passé ensuite.

Comment gérez-vous les débats ou discussions en classe sur des sujets potentiellement sensibles ?

F.N. : J'en fais peu. Je ne me sens pas toujours armé au cas où cela déborderait. Et lorsque je maîtrise bien le sujet, je crains de faire du prosélytisme. Si j'organise un débat, c'est plutôt entre élèves, en me positionnant comme arbitre. Alors, je cadre la discussion dans le temps, et je précise toujours ce que l'on peut dire ou ne pas dire, et quel est le vocabulaire approprié.

C.R. : Enseigner la liberté d'expression, c'est leur donner l'occasion de la vivre. J'organise donc des débats entre élèves à différents moments de l'année. Cela se passe plutôt bien. C'est rarement houleux. Je cadre la prise de parole, ils s'écoutent. Ils ont ce sens du respect de l'autre. J'ai la chance d'avoir des élèves de suffisamment d'avis différents pour que la discussion puisse se faire de manière intéressante. Cela les fait évoluer.

Avez-vous constaté des différences dans les attitudes des élèves avant et après ces événements ?

F.N. : Oui, aujourd'hui, il y a plus de crispation sur le sujet de la caricature religieuse. Mais cela ne relève pas du repli communautaire et identitaire que l'on nous rabâche. C'est davantage un signe de méconnaissance et d'absence de références historiques. À partir du moment où l'on explique, ils sont capables de réfléchir. Si on leur donne les clés pour comprendre, on peut constater des évolutions positives. En revanche, je ne m'aventure pas sur les questions de croyances religieuses personnelles. Elles n'ont pas leur place à l'école. Cela relève d'une affaire privée. Donc si je veux parler de liberté d'expression, j'évite ces sujets.

C.R. : Cette année, lorsque j'ai fait mon cours sur la liberté d'expression, j'ai montré quelques-unes des caricatures de *Charlie Hebdo*. Je voulais expliquer que le journal satirique s'attaquait à tout type de religions, et montrer que c'était permis en France. J'ai eu l'impression d'une forme d'indifférence de la part des élèves. Ils ont 13 ans aujourd'hui. L'assassinat de Samuel Paty, ils en ont entendu parler, mais les attentats de 2015, ça ne leur dit rien. Ils étaient tout petits. Nous sommes entrés dans une autre ère. Ces sujets sont moins difficiles à aborder.

Avez-vous reçu des consignes ou des recommandations spécifiques de la part de l'Éducation nationale ou de votre établissement pour aborder les attentats et la liberté d'expression ?

F.N. : J'ai bénéficié d'une formation sur la laïcité relativement sérieuse. Normalement, tous les enseignants auraient dû la recevoir il y a quatre ou cinq ans mais c'était sur la base du volontariat. Depuis, la formation continue des enseignants a été réduite... Chaque année, au moment de la commémoration de l'assassinat de Samuel Paty, il est proposé de prendre du temps pour en reparler aux élèves. C'est à la liberté de chaque enseignant. Cela m'arrive d'en parler mais pas chaque année. Je ne refais pas un cours entier sur *Charlie Hebdo*. Je rappelle que l'on est dans un pays de libre expression, avec le droit au blasphème.

C.R. : Juste après les attentats, j'ai senti mes collègues très démunis. En tant que professeurs d'histoire-géographie, nous étions les seuls à aborder ces problématiques-là. Nous n'avons pas eu d'instructions particulières. J'ai dû avoir un stage à l'époque. J'avais



CATHERINE ROSSIGNOL
Enseignante

Professeure d'histoire-géographie dans un collège de Meudon (Hauts-de-Seine), Catherine Rossignol enseigne depuis trente ans.

déjà eu une formation sur le fait religieux quelques années auparavant, mais j'avais déjà trouvé ma méthode d'enseignement.

Pensez-vous que l'enseignement de la liberté d'expression devrait évoluer ? Si oui, comment ?

F.N. : C'est un sujet qui ne relève pas exclusivement du professeur d'histoire-géographie. En lycée professionnel, c'est une thématique qui devrait être enseignée dans toutes les matières, par tous les enseignants que ce soit de mathématiques, de sciences et vie de la terre... Cela permettrait d'en parler plus régulièrement. Quelle que soit sa matière, il devrait être possible de l'évoquer. Mais cela ne se fait pas, parce qu'on a un programme à boucler. C'est dommage. Cela serait bénéfique pour les élèves.

C.R. : Ce qui serait idéal, ce serait que d'autres professeurs s'en emparent, mais cela leur semble difficile car c'est un peu loin de leur enseignement. Ce que je trouve compliqué aujourd'hui, c'est d'apprendre aux élèves la différence entre la croyance et la connaissance. Ils ont tendance à tout mettre sur le même plan. Les professeurs de sciences peuvent parfois être remis en cause par certains élèves. Avec les réseaux sociaux, ils ont une liberté d'expression énorme. Il faut apprendre aux élèves à gérer ce qu'ils y disent et comment ils reçoivent ce qu'ils y lisent.



Ce que je trouve compliqué aujourd'hui, c'est d'apprendre aux élèves la différence entre la croyance et la connaissance. ”

CATHERINE ROSSIGNOL



EN SAVOIR PLUS :

Ressource Caricature et démocratie 2025 : une ressource pédagogique à partager, créée par l'association Dessinez Créez Liberté, fondée en 2015 par *Charlie Hebdo* et SOS Racisme : dessinezcreezliberte.com



D.R.

“Ces mineurs étrangers ont besoin de nous”

France Parrainages recherche des familles solidaires pour accueillir des mineurs non accompagnés. Comme Claudette et Joël qui accueillent Johanna depuis octobre 2022.

Texte : ANNE-FLORE HERVÉ

Claudette, mère de quatre enfants et grand-mère de sept petits-enfants, aime recevoir du monde dans sa maison, située en région parisienne. En 2022, elle lit dans un magazine que France Parrainages recherche des familles solidaires pour accueillir des mineurs étrangers, elle en parle à son mari. « Pourquoi pas nous ? », interroge-t-elle.

Le couple est sur la même longueur d'onde. Ouverts d'esprit et à l'autre, quelle que soit sa culture, ils aiment les rencontres et les aventures humaines. « Avec des hauts, mais aussi des bas », ajoute Claudette consciente des vies et des parcours traumatisants que peuvent traverser des mineurs étrangers.

Le couple candidate en janvier 2022 et passe deux entretiens avec France Parrainages. « Ils nous ont tout expliqué sans rien édulcorer, assure Claudette. Mais l'encadrement de France Parrainages est rassurant. Des réunions avec l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et une psychologue sont organisées régulièrement. »

Avant d'accueillir le ou la jeune sur le long terme, la famille et le mineur font connaissance progressivement pour s'assurer que

le courant passe. « Mais, nous n'avons pas eu ce préalable avec la première jeune fille que nous avons accueillie, car il s'agissait d'une situation d'urgence, précise Claudette. Malheureusement, ça n'a pas fonctionné entre nous... Mais nous ne voulions surtout pas rester sur un échec. »

Un temps d'adaptation nécessaire

Depuis octobre 2022, ils accueillent Johanna, une jeune malgache. « Et ça se passe bien », assure Claudette. À la dernière visite de son éducateur de l'ASE et de France Parrainages, Johanna a confirmé qu'elle allait bien avec le sourire, mais sans développer. La jeune fille n'est pas du genre

à s'épancher. « Mais ça va beaucoup mieux qu'au début, prévient Claudette. Dans les premiers temps, nous avons énormément du mal à communiquer avec elle. Son corps était là, mais son esprit était à Madagascar. Je la sentais malheureuse... » Et puis, il y a eu un déclic au printemps 2023 et depuis, « elle s'épanouit sous nos yeux, se réjouit Claudette. Et elle est adoptée par toute la famille ! »

Forte de cette expérience, Claudette encourage les familles intéressées de demander au jeune qu'elles accueillent ce qu'il attend. « Ce n'est pas toujours facile, surtout au début, admet-elle. Mais ces jeunes ont besoin de nous. »

PERMETTRE UNE INTÉGRATION DIGNE DES ENFANTS

Dans un contexte où les débats et les textes de loi sur l'immigration restent dominés par des enjeux sécuritaires, France Parrainages appelle à reconsidérer l'immigration par le prisme d'une intégration réussie. Elle recherche 20 nouvelles familles en Île-de-France et dans les départements limitrophes pour accueillir un mineur migrant isolé. Il s'agit de jeunes de 14 à 17 ans, qui ont fui leur pays pour des raisons politiques, familiales ou humanitaires. Depuis le lancement de ce programme, près de 50 mineurs non accompagnés (MNA) ont bénéficié d'un hébergement d'au moins un an au sein d'un foyer français.

FINANCEZ VOS PROJETS SCOLAIRES

JUSQU'À 30%

DU MONTANT TOTAL DES VENTES
POUR VOTRE APE



100% ARTISANS
MADE IN FRANCE



Avis
Vérifiés



4.9/5

SINERGY

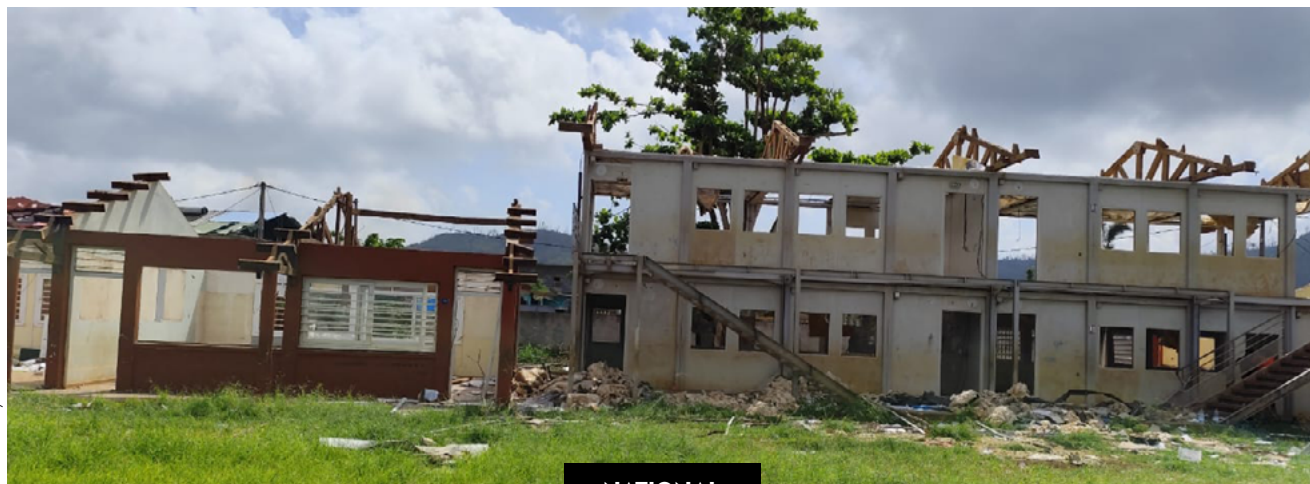
le partenaire des écoles & associations

Des solutions clés en main
pour faire grandir vos projets

www.sinergy.fr

Nos actions

Alors que le retour en classe des élèves mahorais a commencé depuis le 27 janvier, la FCPE Mayotte réclame **des moyens et des infrastructures durables, prenant en compte les réalités climatiques et démographiques de l'île.**



© FCPE Mayotte

NATIONAL

Pour une véritable reconstruction à Mayotte !

Texte : ALEXANDRA DEFRESNE

“**O**n veut une reconstruction de qualité, respectant les normes. Il faut prendre en compte et accélérer les projets de construction. Il faut que le lycée de M'tsangamouji, celui de Chirongui et de Kwalé et d'autres établissements en suspens depuis des années, voient leur chantier démarrer enfin. » Interviewé par [France info](#) le 27 janvier alors que les élèves étaient progressivement accueillis dans les écoles et établissements de l'île, Haïdar Attoumani Saïd, coprésident de la FCPE Mayotte, a réitéré les revendications portées par les parents d'élèves depuis de nombreuses années.

En effet, la situation de Mayotte inquiète, et ce n'est hélas pas nouveau ! Certains bâtiments scolaires sont endommagés depuis les séismes de 2016 et 2018. Des classes bondées, des cantines scolaires qui font défaut, des pénuries d'eau, des épisodes de violence récurrents... Mayotte est l'un des départements les plus pauvres de France, alors que la démographie y est toujours croissante. Dans [un rapport](#) de 2022, la chambre régionale des comptes relevait

que seuls 8200 élèves du secondaire sur 48000 pouvaient, par exemple, bénéficier d'un repas chaud le midi. En 2023, les parents d'élèves dénombrèrent 800 salles de classe manquantes.

Il faut stabiliser les équipes éducatives

Dans un courrier adressé à la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, qui s'est rendue sur place les 30 et 31 janvier 2025, les représentants de la FCPE Mayotte ont listé l'ensemble de leurs exigences. En premier lieu, un plan de reconstruction massive des écoles et établissements scolaires, prenant en compte les réalités climatiques et démographiques de l'île, afin d'offrir aux élèves et aux enseignants des infrastructures adaptées et durables. Par ailleurs, les conditions d'apprentissage des élèves ne pourront pas être améliorées sans une revalorisation des conditions de travail des enseignants. Renforcer l'attractivité du territoire et stabiliser les équipes éducatives est une impérieuse nécessité pour garantir un enseignement de qualité. Les élèves allophones doivent pouvoir

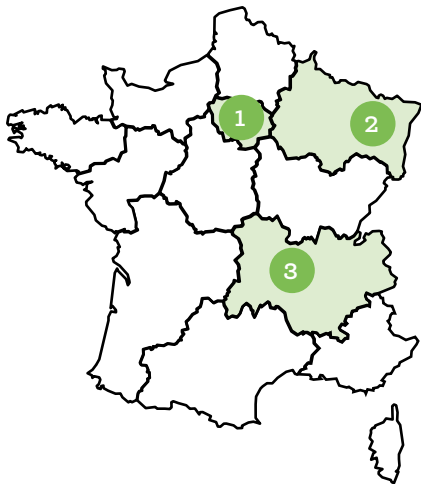
bénéficier d'un accompagnement spécifique, afin de ne pas compromettre leur parcours scolaire. Face aux affrontements inter-quartiers qui surviennent, les parents réclament également des mesures de sécurité renforcées dans et autour des écoles et établissements scolaires. Les élèves ne peuvent pas apprendre, la boule au ventre.

Inlassablement, la FCPE Mayotte fait entendre sa colère auprès du ministère de l'Éducation nationale, mais les moyens alloués ne sont jamais suffisants, ni efficaces. À l'école primaire T17 à Dzaoudzi-Labattoir le 30 janvier, une élève a interrogé la ministre : « Vous allez réparer Mayotte comme elle l'était ? ». « On va la réparer encore mieux », a assuré Élisabeth Borne. Une promesse écrite ici noir sur blanc...



EN SAVOIR PLUS :

La FCPE appelle à participer à la collecte organisée par Solidarité Laïque, dont elle est membre, à destination des sinistrés sur solidarite-laïque.org



1

PARIS

L'État organise l'exclusion des jeunes les plus précaires



À la rentrée de janvier, des lycéens et lycéennes scolarisés à Paris et hébergés dans le cadre d'un programme appelé « Dispositif Lycéen » qui comptait 108 places, ont appris qu'ils seraient contraints de quitter leur hébergement dans les jours à venir. Cette fermeture a été ordonnée par la préfecture dans un délai extrêmement court : dix jours pour déménager à l'autre bout de la France. Face à cette violence administrative, syndicats et associations, dont la FCPE Paris, ont appelé à la mobilisation par des actions dans les établissements et à un rassemblement à la Sorbonne, le 6 février pour réclamer la scolarisation de tous les élèves dans de bonnes conditions : retour des moyens en Ulis et UPE2A, retour et élargissement du dispositif et scolarisation des mineurs non accompagnés.



EN SAVOIR PLUS :

Internet facebook.com/fcpe75/

2

MOSELLE

L'interpellation d'une élève en plein cours suscite l'indignation

À Metz, quelque 200 personnes se sont rassemblées devant la préfecture de Moselle le 30 janvier pour afficher leur colère à la suite de l'interpellation le 22 janvier d'une élève de 14 ans à Maizières-lès-Metz au sein de son collège. Alors qu'elle était en cours de français de 8 heures à 10 heures, l'administration est venue vérifier qu'elle était là, et à la récréation de 10 heures, la jeune fille a été conduite dans un bâtiment. Peu avant 11 heures, les gendarmes sont venus la chercher. Puis, l'élève de nationalité burkinabé a été reconduite, avec sa mère et son petit frère scolarisé à l'école d'Ennery, jusqu'à la frontière belge sans pouvoir emporter le moindre effet personnel. Après le dernier coup d'État, la famille avait fui son pays, dans lequel le père est emprisonné.

Une intervention contraire à la loi

« Une honte ! », ont titré la FCPE et les organisations syndicales dans leur communiqué envoyé à la presse dès le 24 janvier. « C'est avec la plus grande vigueur que nos organisations condamnent cette interpellation, effectuée au sein d'un établissement public



d'enseignement, en contradiction avec l'instruction du ministère de l'Intérieur du 19 octobre 2013. » Dans un courrier du 29 janvier, la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, a rappelé aux recteurs que « les interventions des forces de police et de gendarmerie liées aux procédures d'éloignement sont strictement interdites dans le cadre scolaire ». Les syndicats et associations demandent que les familles sans papiers, dont les enfants sont scolarisés, bénéficient d'un titre de séjour permettant à ces derniers la poursuite de leur scolarité sans crainte d'être expulsés.



EN SAVOIR PLUS :

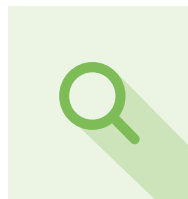
Internet facebook.com/fcpe57/

3

LOIRE

Des élèves piétinés dans un collège saturé

« Ma fille a été traumatisée. Elle m'a dit : "maman, je me suis vu mourir" ». À deux reprises depuis la rentrée de septembre, au collège Honoré d'Urfé à Saint-Étienne, en raison d'un sureffectif chronique, deux mouvements de foule importants se sont produits aux intercours, avec des élèves pris en étau, piétinés à des points de croisement, et des adultes bousculés. Excédés par cette situation mettant en danger la sécurité des enfants, les représentants de parents FCPE ont sollicité des rendez-vous auprès des institutions. Parmi leurs revendications : une augmentation temporaire du personnel encadrant ; une modification de la carte scolaire ; un classement du collège en réseau d'éducation prioritaire pour obtenir des moyens financiers supplémentaires et réduire le nombre d'élèves par classe.



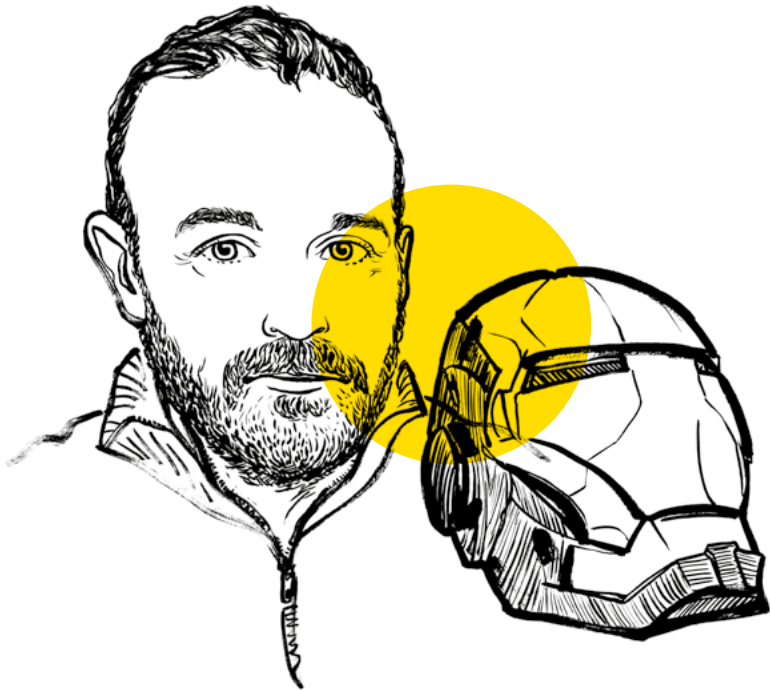
800

ÉLÈVES

peuvent être accueillis au maximum dans cet établissement scolaire, alors que plus de 1000 élèves y sont scolarisés aujourd'hui.

—

Portrait



Sébastien Yvinec, papa de Maëlan, atteint d'une délétion génétique, devient « Iron Seb », pour distraire les enfants en situation de handicap et sensibiliser l'opinion publique.

“Faire évoluer le regard sur le handicap”

Propos recueillis par ÉMILIE GILMER

66 Iron Man n'est pas un super-héros comme les autres. C'est un homme blessé, qui s'est battu pour se reconstruire et mettre au point la fameuse armure qui le rend puissant. Cette métaphore de la différence devenue une force, Sébastien Yvinec a décidé de s'en saisir pour mettre des étoiles dans les yeux de son petit garçon. « Il y a un peu plus d'un an, Maëlan a dû subir une énième opération pour reconstruire ses hanches, explique-t-il. Quand il est rentré de l'hôpital, on savait qu'il allait devoir rester alité pendant six semaines à la maison, à cause d'un plâtre immobilisant les jambes et la moitié du buste. Alors, j'ai cherché une solution pour l'occuper, lui faire un peu oublier tout ça. » Sébastien est fan des Marvel depuis longtemps, l'idée lui vient de faire une surprise à Maëlan en débarquant dans sa chambre déguisé en Iron Man. « La première fois qu'il m'a vu comme ça, ça a été féérique, raconte-t-il. Je suis revenu deux ou trois fois

jusqu'à ce qu'il comprenne que c'était moi. Mais il a beau le savoir, la magie continue d'opérer. »

“Le ciel vous tombe sur la tête”

L'effet est tel que Sébastien n'en reste pas là. Il se dit qu'il faut en faire profiter d'autres enfants et saisir cette occasion pour aller à la rencontre des parents. Ceux-là qui ont vu, comme son épouse et lui, leur vie bouleversée par l'annonce du handicap. Et qui, comme eux encore, traversent un parcours du combattant. « Quand Maëlan est né, j'ai su tout de suite que quelque chose n'allait pas, dit-il. Il avait une malformation des pieds, mais pour moi, il y avait autre chose. Pourtant, les médecins ne m'ont pas écouté. On a fini par changer d'hôpital, on est allés à Tours. Un super chirurgien nous a entendus et nous a fait faire une analyse génétique. » Maëlan est porteur d'une délétion, il lui manque « un bout » d'ADN... « C'est le ciel qui vous tombe sur la tête », se souvient Sébastien. D'autant plus que c'est extrêmement rare, il y a très peu de cas dans le monde. Au début, on ne savait pas si Maëlan serait là le lendemain, on a enchaîné les analyses et écarté les pires scénarios, on a eu de la chance. Même si régulièrement encore, on découvre de nouvelles difficultés et on doit y faire face. »

“Les enfants sont super enthousiastes”

C'est d'ailleurs un peu de cet esprit de combat qu'« Iron Seb » souhaite aujourd'hui transmettre. En juin 2024, il crée l'association Les P'tits Caméléons, puis démarre les animations dans son costume de super-héros : à Paris, à l'occasion des Jeux Paralympiques, dans un magasin de jouets ou sur le marché de Noël de sa commune (Tigy) dans le Loiret. « Les enfants sont super enthousiastes, ce qui rend les parents heureux, dit-il. Ensuite, on engage la conversation avec eux pour échanger, évoquer des questions liées au handicap. » Sébastien est désormais en contact avec des instituts spécialisés. Il envisage aussi des partenariats avec des écoles ou des collèges pour sensibiliser les élèves et faire évoluer les regards. Mais sa préoccupation actuelle est de trouver des financements ; pour les déplacements, les costumes. « Mon idée est de proposer des animations à des privés – entreprises ou particuliers – pour récolter des fonds et poursuivre mon action en direction des publics porteurs de handicap. » En attendant, Maëlan et ses deux autres enfants de 14 ans et 6 ans accompagnent « Iron Seb » dans chacune de ses sorties. « Tous les trois sont très fans », dit-il. Une motivation largement suffisante pour enfiler l'armure...



EN SAVOIR PLUS :

Contact facebook.com/les.p.tits.cameleons/ ; 07 50 40 06 98.

Cet été, on part tous en colo !

Séjours sportifs
Stages artistiques
Multiactivité
Clubs jeunes

100%
Fun
Découverte
Rencontres
Activités

www.vacances-pour-tous.org





Pour une Convention citoyenne sur l'éducation

SIGNEZ
ET PARTAGEZ
NOTRE PÉTITION



~ le mouvement